



# Assemblée générale

Onzième session extraordinaire d'urgence

7<sup>e</sup> séance plénière

Mercredi 23 mars 2022, à 10 heures  
New York

Documents officiels

Président : M. Shahid ..... (Maldives)

*En l'absence du Président, M. Manalo (Philippines),  
Vice-Président, assume la présidence.*

*La séance est ouverte à 10 h 5.*

## Reprise de la onzième session extraordinaire d'urgence

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je déclare la reprise de la onzième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale.

Les membres se souviendront qu'au paragraphe 16 de sa résolution ES-11/1, l'Assemblée générale a décidé

« d'ajourner à titre provisoire sa onzième session extraordinaire d'urgence et d'autoriser son président à la rouvrir à la demande des États Membres. »

J'appelle l'attention des délégations sur le document A/ES-11/4, qui contient une lettre datée du 21 mars 2022, adressée au Président de l'Assemblée générale par les représentants de l'Allemagne, d'Antigua-et-Barbuda, du Canada, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de la France, de la Géorgie, du Guatemala, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, de la Lituanie, du Mexique, du Panama, de la Pologne, de la République de Corée, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Turquie et de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies, demandant la reprise de la onzième session extraordinaire d'urgence.

J'ai l'intention de conduire les débats de cette session conformément au Règlement intérieur de l'Assemblée générale et aux pratiques antérieures de ses sessions extraordinaires d'urgence.

## Point 5 de l'ordre du jour (*suite*)

**Lettre datée du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136)**

**Projets de résolution (A/ES-11/L.2 et A/ES-11/L.3)**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'article 91 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale prévoit que :

« Si la même question fait l'objet de deux ou plusieurs propositions, l'Assemblée générale, à moins qu'elle n'en décide autrement, vote sur ces propositions selon l'ordre dans lequel elles ont été présentées. Après chaque vote, l'Assemblée générale peut décider si elle votera ou non sur la proposition suivante ».

L'Assemblée examinera donc les projets de résolution dans l'ordre dans lequel ils ont été présentés. Cela signifie que le projet de résolution publié sous la cote A/ES-11/L.2, qui a été présenté en premier, sera examiné en premier.

Je vais maintenant prononcer la déclaration suivante au nom du Président de l'Assemblée générale.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



« La situation en matière de sécurité en Ukraine s'est rapidement détériorée depuis que la Russie a lancé son offensive militaire le 24 février. La violence armée s'est intensifiée dans plusieurs régions d'Ukraine, y compris dans la capitale, Kyïv. L'intensité de l'escalade militaire et l'extension rapide du conflit à l'ensemble du pays ont entraîné d'importantes pertes en vies humaines, fait un très grand nombre de blessés et provoqué d'immenses souffrances, ainsi que des mouvements et déplacements massifs de populations civiles dans tout le pays et vers les pays voisins. De plus, elles ont provoqué de graves dommages aux infrastructures civiles et aux habitations.

Selon les données de l'ONU, environ 3,56 millions de personnes ont fui l'Ukraine et 6,5 millions d'autres sont déplacées depuis le 24 février. Autrement dit, des 44 millions d'habitants que compte l'Ukraine, environ une personne sur quatre a fui le pays ou a été déplacée à l'intérieur de ses frontières depuis le début de la guerre. Les services essentiels tels que l'eau, l'électricité, le chauffage et les services sanitaires et sociaux d'urgence sont mis à rude épreuve. L'insécurité croissante et le rétrécissement de l'espace humanitaire continuent de limiter l'accès de la population aux soins de santé. Selon les prévisions, ces problèmes vont s'aggraver et accroître les besoins humanitaires de millions d'Ukrainiens et d'autres membres de la communauté.

Les personnes en fuite sont extrêmement vulnérables face à de nombreux risques potentiels en matière de santé et de protection, tandis que les communautés, qui accueillent un nombre croissant de déplacés, ont déjà atteint la limite de leurs capacités. À l'heure actuelle, il est essentiel de garantir un accès sûr et sans entrave à l'aide humanitaire pour les personnes dans le besoin en Ukraine, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, et de faciliter cet accès pour le personnel humanitaire. J'appelle une fois de plus toutes les parties à respecter le droit international et le droit international humanitaire ».

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine, qui va présenter le projet de résolution A/ES-11/L.2.

**M. Kyslytsya (Ukraine) (*parle en anglais*) :** Il y a un mois, le 23 février, l'Assemblée générale a organisé un débat sur la situation dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine (voir A/76/PV.58 et A/76/PV.59), quelques heures seulement avant que la Russie ne déclenche sa guerre non provoquée et injustifiée contre mon pays. Comme l'a dit M. Dmytro Kuleba, Ministre ukrainien des affaires étrangères, depuis cette tribune à cette séance :

« Nous avons besoin d'une action concrète, rapide et résolue, d'une action d'un nouveau genre de la part de l'ONU et de la communauté internationale, à la hauteur de la menace que la stratégie agressive de la Russie fait peser non seulement sur l'Ukraine, mais aussi sur nous tous..... Nous nous trouvons à un moment charnière dans l'histoire du monde, et les mesures que nous prendrons aujourd'hui en façonneront le cours pour plusieurs décennies. » (A/76/PV.58)

La journée de demain marque une autre date symbolique. Cela fera un mois que la vie de millions d'Ukrainiens a été divisée en deux, avec d'un côté le passé – paisible, rempli de joie et de projets positifs – et de l'autre le présent, caractérisé par la guerre, la souffrance, la mort et la destruction. Des milliers d'Ukrainiens, jeunes et vieux, femmes et hommes, civils et militaires, ont perdu la vie au cours du mois écoulé. Ils sont morts parce que la Russie a décidé d'attaquer l'Ukraine, d'attaquer la paix, d'attaquer chacun d'entre nous. Chaque jour qui passe, la guerre que la Russie mène contre l'Ukraine aggrave davantage la situation humanitaire, qui, en un mot, a déjà atteint le niveau de catastrophe humanitaire. Les gens meurent de faim dans les zones occupées et assiégées. Les personnes qui tentent de fuir les zones touchées par le conflit sont tuées. Des villes sont détruites par les bombardements et les frappes aériennes. Nos voisins, qui accueillent des millions de réfugiés ukrainiens, atteignent leurs limites.

Ces événements ont incité un groupe interrégional constitué d'une vingtaine d'États, représentant chaque région, à travailler ensemble sur le projet de résolution A/ES-11/L.2, intitulé « Conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine ». Je tiens à répéter que le groupe est composé d'une vingtaine d'États, représentant chaque région. Le texte du projet de résolution est le résultat d'un effort collectif et éclairé. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier tout particulièrement la France et le Mexique de leur leadership dévoué pendant les longues journées de consultations.

Tout en évoquant clairement la cause profonde de la catastrophe humanitaire, le projet de résolution A/ES-11/L.2 est un texte axé sur l'action qui porte essentiellement sur la nécessité d'alléger de toute urgence les souffrances humanitaires sur le terrain. Il y est exigé la cessation immédiate des hostilités menées par la Fédération de Russie, en particulier de toute attaque contre les civils et les biens de caractère civil ; la protection des civils, y compris du personnel humanitaire et médical, des journalistes, des personnes en situation de vulnérabilité et des ressortissants étrangers, en particulier des étudiants ; un passage sûr et sans entrave pour tous les civils fuyant le conflit armé et la violence ; la fin du siège des villes en Ukraine, en particulier Marioupol ; et le respect du droit international humanitaire, du droit des droits de l'homme et du droit des réfugiés. L'intention des auteurs et coauteurs du projet de résolution est de faire en sorte que ses mots se traduisent par des actions rapides sur le terrain, ce qui sera essentiel pour prévenir des retombées sur l'ensemble du monde. C'est pourquoi le texte mentionne également les répercussions du conflit sur la sécurité alimentaire dans le monde, en particulier dans les pays les moins avancés, ainsi que sur la sécurité énergétique.

Nous demandons à toutes les personnes qui sont contre la guerre de voter avec nous pour le projet de résolution A/ES-11/L.2, « Conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine ». Ce vote enverra un message fort visant à contribuer à une percée dans l'action humanitaire sur le terrain et à faire en sorte que l'agresseur mette un terme à cette guerre injustifiée. Nous sommes encouragés par le nombre croissant de pays qui s'en sont portés coauteurs et qui appuient ainsi résolument ce texte véritablement interrégional, donnant à l'Assemblée l'occasion de s'exprimer d'une voix puissante et si nécessaire pour donner une chance à la paix.

Qu'il me soit permis de demander à chacun d'entre nous ici présent combien de fois nous avons senti dans cette salle qu'il flottait un sentiment d'apathie dans l'air ; qu'au mieux notre action n'était pas indispensable, que rester du côté considéré comme étant sûr était la meilleure option, et que d'autres agiraient et s'occuperaient de cette question. C'est fondamentalement de la dilution de responsabilité : plus il y a de spectateurs, moins les individus ressentent la responsabilité personnelle d'agir. Il s'agit de l'effet du témoin ou de l'apathie du spectateur, une théorie psychosociale selon laquelle les individus sont moins susceptibles d'apporter leur aide à une victime lorsque d'autres personnes sont présentes, par exemple dans une rue animée dans une métropole.

Mais je tiens à rappeler à tout le monde que l'Assemblée générale ne doit pas être régie par la psychologie de la violence dans la rue. Après tout, nous sommes ici en tant que nations unies. Et c'est pourquoi, ce matin, il y avait déjà près de 100 pays qui se sont portés coauteurs du projet de résolution. Nous ne sommes pas des nations spectatrices qui diluent leurs responsabilités. Nous ne banalisons pas le meurtre. Nous ne considérons pas l'identité d'un meurtrier comme un sujet tabou et nous ne cherchons pas à préserver son anonymat. Nous ne sommes pas des victimes du syndrome de Stockholm et nous ne sirotons pas du café avec un tueur en série dans le Salon des délégués ou le café Vienna – ou bien ? Je demande aux membres de garder cela à l'esprit lorsqu'ils voteront durant cette session extraordinaire d'urgence. J'appelle tous les États Membres responsables à appuyer le projet de résolution A/ES-11/L.2.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

**M. Skoog** (Union européenne) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir accepté de reprendre cette session extraordinaire d'urgence, et je vous remercie, Monsieur, pour le message que vous avez transmis en son nom ce matin.

Je prends la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Macédoine du Nord, le Monténégro et l'Albanie, pays candidats ; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel ; l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen ; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova, la Géorgie, Monaco, Saint-Marin et Andorre, s'associent à cette déclaration.

À l'heure où nous parlons, les habitants de Marioupol sont en état de siège depuis 24 jours consécutifs. Ils sont bombardés jour et nuit. Près de 90 % des zones résidentielles de la ville ont été entièrement rasées. La situation humanitaire est catastrophique. La Russie empêche l'acheminement de l'aide humanitaire et l'évacuation de la population civile vers d'autres régions d'Ukraine. Il est bouleversant de voir une autre catastrophe humanitaire se dérouler sous nos yeux, qui vient s'ajouter aux situations humanitaires désastreuses constatées par l'ONU en Afghanistan, en Syrie, au Yémen, en Éthiopie et au Soudan, sans parler d'autres régions du monde. Au lieu de se joindre aux efforts internationaux pour guérir les blessures existantes, la Russie en ouvre de nouvelles.

Presque chaque jour, nous sommes témoins d'attaques menées par la Russie contre la population civile et les infrastructures de l'Ukraine. Nous avons reçu des informations faisant état d'attaques contre des personnes qui essaient de fuir les villes assiégées et de bombardements visant des personnes innocentes faisant la queue pour acheter du pain. Nous avons été témoins du bombardement de plus de 500 écoles, d'au moins 52 hôpitaux, de plus de 1 500 bâtiments résidentiels et d'un théâtre à Marioupol qui abritait des civils, dont de nombreux enfants. Nous avons reçu des informations faisant état de l'utilisation d'armes à sous-munitions dans des zones peuplées. En moins d'un mois, 10 millions de personnes ont fui leurs foyers. Plus de 12 millions ont besoin d'une aide humanitaire dans l'immédiat. Les attaques délibérées dirigées contre les civils sont déplorables, répréhensibles et constituent de graves violations du droit international humanitaire. L'Union européenne continue de préconiser le plein respect du droit international humanitaire et de demander que tout soit mis en œuvre pour ne pas causer des souffrances aux civils.

Le 2 mars, à une majorité écrasante, l'Assemblée a adopté la résolution ES-11/1, dans laquelle elle déplore dans les termes les plus vifs l'agression commise par la Russie contre l'Ukraine, condamne toutes les violations du droit international humanitaire et exige que la Russie retire immédiatement ses forces militaires du territoire ukrainien (voir A/ES-11/PV.5). La Russie n'a rien fait pour appliquer cette résolution. Au contraire, elle a intensifié ses hostilités, causant plus de dégâts et de souffrances.

Ce sont des jours sombres, non seulement pour l'Ukraine et son peuple, mais aussi pour le monde dans son ensemble. Nous sommes témoins de la crise des réfugiés qui connaît la croissance la plus rapide en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Plus de 3,6 millions de personnes ont fui l'Ukraine pour se rendre dans les pays voisins. Au moins 6,5 millions d'autres sont déplacées à l'intérieur du pays. Des millions de citoyens ukrainiens et des milliers de personnes d'autres régions du monde, notamment des étudiants, des travailleurs et des migrants sont pris au piège dans ce conflit. La Russie a utilisé bon nombre d'entre eux comme des instruments dans sa campagne de désinformation. Les destructions et les déplacements se produisent à une échelle telle qu'en l'espace de quatre semaines, ce conflit a provoqué le déplacement d'un plus grand nombre de personnes que le terrible conflit syrien en quatre ans. Les États membres de l'Union européenne maintiennent leurs

frontières ouvertes pour accueillir toutes les personnes qui fuient la guerre. Nous nous engageons à offrir sécurité et abri à toutes les personnes qui fuient l'Ukraine, sans distinction de nationalité, d'ethnie, de religion ou de race.

Hors de l'Europe, ce conflit expose des millions de personnes au risque d'insécurité alimentaire, notamment dans les pays les moins avancés, ce qui, dans de nombreux cas, exacerbe les problèmes humanitaires existants. À cet égard, nous appuyons l'initiative du Secrétaire général de créer un Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière afin de définir des mesures concrètes pour faire face à ces risques. L'Union européenne et ses États membres prennent également des mesures pour faire face à l'insécurité alimentaire causée par le conflit. Aujourd'hui, la Commission européenne a annoncé de nouvelles mesures pour faire face à l'insécurité alimentaire dans le monde, notamment au Sahel et dans le bassin du lac Tchad. En plus de fournir une aide humanitaire, l'Union européenne mobilise activement la communauté internationale pour intensifier d'urgence l'action multilatérale. Il s'agit notamment de veiller à ce que les organes de l'ONU dont le mandat porte sur la sécurité alimentaire soient capables de prendre les mesures nécessaires. La sécurité alimentaire est au cœur du mandat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, par exemple, et elle a un rôle clef à jouer dans l'examen et la gestion des répercussions de l'invasion russe de l'Ukraine sur les systèmes alimentaires internationaux et pour empêcher qu'ils ne se détériorent davantage, en mettant particulièrement l'accent sur la protection des plus vulnérables. Nous nous efforçons de faire en sorte que la question de la sécurité alimentaire soit intégrée dans les efforts de l'ensemble du système des Nations Unies, y compris du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

En outre, l'Union européenne et ses États membres fournissent une aide humanitaire d'urgence à la population ukrainienne. Nous avons annoncé des contributions importantes dans le cadre de l'appel humanitaire éclair lancé par l'ONU et du plan régional d'intervention pour les réfugiés en Ukraine. Nous avons également activé le mécanisme de protection civile de l'Union européenne. À ce jour, la Commission européenne a annoncé une contribution de 500 millions d'euros d'aide d'urgence, dont plus de 93 millions d'euros d'aide humanitaire en faveur de l'Ukraine et de la République de Moldova cette année. En outre, l'Union européenne a apporté un appui considérable à l'Ukraine ces dernières années.



Depuis 2014, l'Union européenne et ses États membres ont fourni à l'Ukraine 2,4 milliards d'euros à titre d'aide humanitaire et d'aide d'urgence, et pour les activités de relèvement rapide. Au cours des huit dernières années, l'Union européenne a également contribué à répondre aux besoins des personnes vulnérables dans l'est de l'Ukraine, notamment des femmes, des enfants et des personnes âgées. Notre assistance humanitaire fondée sur des principes bénéficie aux personnes vulnérables vivant de part et d'autre de la ligne de contact. Et je tiens à souligner que cela va continuer. Je tiens également à souligner ici que, parallèlement à l'aide accordée à l'Ukraine, nous continuerons à fournir une assistance aux personnes qui fuient d'autres conflits dans le monde ou qui sont touchées par d'autres crises, comme nous le faisons déjà au Yémen, en Éthiopie et au Sahel. L'agression de la Russie contre l'Ukraine ne détournera pas notre attention d'autres crises urgentes.

À la lumière de la tragédie en cours, l'Assemblée générale doit assumer la responsabilité qui lui incombe face à cette catastrophe humanitaire et appeler d'urgence la Russie à respecter les principes fondamentaux du droit international humanitaire qui s'appliquent à tout le monde. Premièrement, les civils et les infrastructures civiles ne doivent jamais être des cibles. Cela inclut les hôpitaux, les écoles et les infrastructures d'eau et d'électricité, quel que soit leur emplacement. Deuxièmement, il faut garantir un accès humanitaire durable et sans entrave dans les deux sens. Les civils fuyant les violences doivent être autorisés à sortir des zones de conflit et les convois humanitaires doivent être autorisés à y entrer. Il faut de toute urgence aménager des corridors de passage sûrs, notamment depuis des villes assiégées comme Marioupol, afin d'éviter une catastrophe humanitaire. Le personnel humanitaire et médical doit pouvoir travailler en toute sécurité.

Comme l'Ambassadeur de l'Ukraine vient de le dire, nous avons besoin que l'Assemblée générale agisse. Nous avons besoin d'une résolution qui reflète fidèlement la situation et ses causes et exhorte au respect des principes humanitaires les plus fondamentaux auxquels tous les États ont adhéré. Nous avons également besoin que l'Assemblée soit unie et solidaire du peuple ukrainien et qu'elle défende la Charte des Nations Unies et le droit international humanitaire. Le projet de résolution A/ES-11/L.2, présenté par l'Ukraine et un grand nombre de pays issus de différentes régions du monde, non seulement traite de la gravité de la situation en Ukraine, mais appelle aussi à la protection de toutes les personnes fuyant la guerre, sans discrimination. Il

évoque en outre les graves conséquences mondiales de l'attaque menée par la Russie contre un grand producteur agricole tel que l'Ukraine, mettant en péril la sécurité alimentaire dans de nombreux endroits, notamment dans les pays en développement.

La Russie doit mettre un terme à cette guerre et à ces souffrances inutiles. Dans le droit fil de l'ordonnance rendue le 16 mars par la Cour internationale de Justice (*Allégations de génocide au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Ukraine c. Fédération de Russie)*, rôle général n° 182), l'Union européenne renouvelle la demande formulée par l'Assemblée générale dans son adoption, le 2 mars, de la résolution ES-11/1 (voir A/ES-11/PV.5). Nous sommes solidaires des millions de personnes touchées par la guerre d'agression déclenchée par la Russie contre l'Ukraine.

**M<sup>me</sup> Brandt** (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Je prononce cette déclaration au nom de la Belgique, du Luxembourg et de mon pays, les Pays-Bas. Les pays du Benelux s'associent à la déclaration qui vient d'être faite au nom de l'Union européenne.

Je tiens à remercier le Président d'avoir convoqué la reprise de la présente session extraordinaire d'urgence et de nous avoir livré sa déclaration.

Premièrement, je tiens à répéter une fois de plus que les pays du Benelux appuient sans réserve l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, ainsi que sa liberté démocratique. Nous condamnons dans les termes les plus forts l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Aujourd'hui, alors que nous nous penchons sur la situation humanitaire en Ukraine, soyons clairs : la Russie est la seule responsable de cette guerre et de la catastrophe humanitaire qu'elle a provoquée. Cela doit cesser immédiatement. Comme l'a ordonné la Cour internationale de Justice le 16 mars, avec effet contraignant,

« La Fédération de Russie doit suspendre immédiatement les opérations militaires commencées le 24 février 2022 sur le territoire de l'Ukraine » (*Allégations de génocide au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Ukraine c. Fédération de Russie)*, rôle général n° 182, paragraphe 5 a)).

Il n'y a aucun doute sur ce qu'il faut faire immédiatement, car la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a causé des souffrances indicibles au peuple

ukrainien. C'est ce sur quoi nous allons nous concentrer aujourd'hui en vue d'y mettre un terme. L'ONU a établi que les civils étaient pris pour cible. Nous avons vu des images montrant des femmes et des enfants fuyant leur domicile et des milliers de personnes s'abritant dans des stations de métro. L'Organisation mondiale de la Santé a recensé 43 attaques dirigées contre des hôpitaux, et même une maternité a été prise pour cible.

À l'heure où nous parlons, 100 000 personnes sont prises au piège à Marioupol. Elles craignent pour leur vie chaque jour, chaque heure et chaque minute. Elles ne peuvent pas se réfugier dans des lieux plus sûrs et se voient refuser l'accès à l'aide dont elles ont pourtant cruellement besoin. Des couloirs humanitaires sont négociés, mais les accords ne cessent d'être violés. Au moins 12 millions de personnes en Ukraine sont directement touchées par la guerre, et certaines ne peuvent pas partir. Des millions de personnes sont privées de nourriture, d'électricité, d'eau et de soins de santé. La population est traumatisée et a besoin d'un accompagnement psychosocial et de services de santé mentale. Des millions de personnes ont fui les violences, dont 600 000 rien que ces quatre derniers jours, et elles continuent de le faire chaque jour, créant ainsi la plus grande crise de réfugiés en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous rendons hommage aux voisins de l'Ukraine, notamment la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, la Slovaquie et la République de Moldova, qui ont accueilli des millions de réfugiés et poussé à leurs limites leurs capacités d'accueil.

Deuxièmement, je tiens à rappeler à toutes et à tous qu'une autre conséquence de la guerre menée par la Russie dans le grenier à blé du monde et des attaques ciblées contre les biens agricoles est l'augmentation de l'insécurité alimentaire, aussi bien en Ukraine que dans d'autres régions du monde. Les populations vivant déjà dans une situation d'extrême vulnérabilité au Yémen et dans la Corne de l'Afrique craignent de ne pas pouvoir nourrir leur famille. Il existe également un risque réel que la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie entraîne une plus grande instabilité socioéconomique dans le monde, mettant ainsi davantage de personnes en danger. Fait important, le Conseil de sécurité a adopté en 2018 la résolution 2417 (2018) dans le but précis de mettre en évidence le lien existant entre les conflits armés et l'insécurité alimentaire provoquée par les conflits. Il appelle notamment toutes les parties à s'abstenir d'attaquer les biens indispensables à la survie des populations civiles. Cette résolution, adoptée à l'unanimité par le Conseil, est aujourd'hui plus pertinente que jamais.

Troisièmement, j'aborderai la question du droit international humanitaire. Nous assistons désormais quotidiennement à de graves violations du droit international humanitaire, telles que l'obstruction de l'aide et les attaques dirigées contre les infrastructures civiles. Nous sommes donc aux prises avec une autre crise, celle du non-respect des acquis importants du droit international pour lesquels nous nous sommes tant battus depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Que ce soient les Conventions de Genève et leur premier protocole additionnel ou la Charte des Nations Unies, toutes ces normes sont bafouées et foulées aux pieds. Nous ne pouvons pas nous permettre de continuer dans cette voie et de voir les principes du droit humanitaire perdre rapidement tout sens pour les personnes qu'ils sont censés protéger et toute valeur pour nous tous qui y avons souscrit. C'est pourquoi il faut nommer l'agresseur et l'amener à répondre de ses actes. Soyons clairs. Les auteurs de ces actes doivent comprendre qu'ils sont surveillés et que des preuves sont rassemblées en vue de les poursuivre en justice pour les crimes qu'ils commettent.

Les pays du Benelux sont prêts à venir en aide aux victimes de la guerre en Ukraine, et nous appelons par conséquent tous les États Membres à appuyer le projet de résolution interrégional A/ES-11/L.2, intitulé « Conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine », qui vient d'être présenté. Nous exhortons également tous les donateurs à s'engager immédiatement à débloquer des fonds supplémentaires non affectés et souples, car nous ne pouvons pas négliger les autres crises qui nécessitent notre intervention, des crises qui risquent déjà d'être exacerbées par la guerre en Ukraine. Il existe une solution pour mettre fin à cette crise humanitaire. Une seule et unique partie a décidé de déclencher cette guerre, et cette même partie peut aussi décider d'y mettre fin maintenant.

**M. Paulauskas** (Lituanie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des huit États nordiques et baltes, à savoir le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Islande, la Lettonie, la Norvège, la Suède et mon pays, la Lituanie. Tous nos pays s'associent à la déclaration qui vient d'être faite au nom de l'Union européenne.

Le 2 mars dernier, 141 pays ont voté pour la résolution ES-11/1 (voir A/ES-11/PV.5), intitulée « Aggression contre l'Ukraine ». Nous avons déploré dans les termes les plus énergiques l'agression commise par la Fédération de Russie contre l'Ukraine en violation du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des

Nations Unies, et nous avons exigé que la Fédération de Russie cesse immédiatement d'employer la force contre l'Ukraine et s'abstienne de tout nouveau recours illicite à la menace ou à l'emploi de la force contre tout État Membre. Nous avons également exigé que la Fédération de Russie retire immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires du territoire ukrainien à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du pays. Au lieu de cela, la Russie a poursuivi sa guerre contre l'Ukraine, causant d'immenses souffrances humaines et faisant de nombreuses victimes civiles, dont des enfants. Les conséquences humanitaires dévastatrices et la détérioration rapide de la situation sont évidentes.

À l'heure où des millions de personnes dans le monde sont au bord de la famine, nous sommes profondément préoccupés par les répercussions de l'invasion et par le risque qu'elle aggrave encore l'insécurité alimentaire. La Russie commet un acte d'agression non provoqué et, avec le Bélarus comme complice, elle porte la responsabilité des terribles souffrances infligées au peuple ukrainien. Son agression non provoquée contre l'Ukraine constitue une violation flagrante du droit international et des principes consacrés par la Charte et met en péril la paix et la sécurité internationales. Toutes les parties à un conflit armé doivent respecter le droit international, y compris le droit international humanitaire, et partant, assurer la protection des civils. Le mépris de la Russie pour le droit international humanitaire et ses attaques contre les populations et les infrastructures civiles sont choquants. Les civils ne doivent pas être pris pour cible. Les attaques perpétrées par les forces russes contre des établissements de santé et des écoles constituent des violations graves du droit international humanitaire et doivent cesser immédiatement.

Depuis l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution ES-11/1, la liste des crimes de guerre présumés et des atrocités signalées ne cesse de s'allonger. La Russie a bombardé des infrastructures et des biens de caractère civil, notamment des hôpitaux, des installations médicales, des écoles, des immeubles résidentiels et des églises. Elle continue de pilonner des villes pacifiques et densément peuplées. Plusieurs d'entre elles, comme Volnovakha et Marioupol, ont été presque entièrement détruites. Selon des sources fiables, la Russie utilise non seulement des armes à sous-munitions, mais aussi des bombes thermobariques et au phosphore, dans des zones habitées. Il ne s'agit pas de cas isolés, mais ils démontrent le caractère systématique de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Les actes inhumains et

immoraux commis par la Russie témoignent de son mépris pour le droit international, notamment le droit international humanitaire, et les principes qui constituent le fondement même de l'ONU.

Plus de 10 millions de personnes, soit près d'un quart de la population ukrainienne, ont été contraintes de fuir leur foyer. Pas moins de 3,6 millions de personnes, principalement des femmes et des enfants, ont quitté l'Ukraine. Nous félicitons les pays voisins qui ont ouvert leurs frontières aux personnes en quête de protection en dehors de l'Ukraine, sans discrimination. Les obstacles actuels à l'accès humanitaire et l'évolution rapide des lignes de front entravent l'acheminement d'une aide humanitaire dont les populations ont désespérément besoin. La Russie a également l'obligation de faire en sorte que les acteurs humanitaires puissent accéder rapidement, en toute sécurité et sans entrave à toutes les personnes qui ont besoin d'une aide vitale, notamment de vivres, d'eau, de soins de santé, de protection et d'abri, où qu'elles se trouvent. Le passage sûr et volontaire des civils et des acteurs humanitaires doit être garanti et respecté, notamment par la mise en place de couloirs humanitaires.

La semaine dernière, la Cour internationale de Justice a explicitement ordonné à la Russie de mettre fin à sa prétendue opération militaire. Le Procureur de la Cour pénale internationale a aussi ouvert une enquête. Les violations du droit international, notamment les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, ne resteront pas impunis. Tous les auteurs de ces actes doivent être traduits en justice. Il le faut, non seulement pour que justice soit rendue aux victimes, mais aussi pour prévenir et décourager toute future violation. L'application du principe de responsabilité fait partie intégrante de l'obligation qui nous incombe de respecter et de faire respecter le droit international humanitaire.

Nous encourageons tous les États Membres à voter pour le projet de résolution A/ES-11/L.2 sur les conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine. Ce faisant, nous envoyons un message clair à la Russie. Nous exigeons le respect du droit international, y compris le droit international humanitaire. Nous exigeons que tout soit mis en œuvre pour protéger les civils à tout moment, où qu'ils se trouvent. Nous exigeons un accès sûr, rapide et sans entrave à l'aide humanitaire, et nous exigeons que la sécurité du personnel humanitaire soit assurée. Nous exigeons que les personnes qui décident de partir volontairement bénéficient d'un passage sûr et que celles qui décident de rester

soient protégées. Les accords sur un passage humanitaire sûr doivent être pleinement respectés. Mais, avant tout, nous exigeons que la Russie mette immédiatement fin à cette guerre. La Russie, avec le Bélarus comme complice, porte l'entière responsabilité de la guerre et de la crise humanitaire.

Je voudrais conclure en exprimant notre admiration et notre profonde solidarité avec le peuple ukrainien, qui se bat non seulement pour son pays, mais aussi pour des valeurs démocratiques universelles. Son courage est une véritable source d'inspiration pour nous tous. Nous nous tenons à ses côtés.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous avons appris récemment que nos partenaires occidentaux avaient demandé la reprise de la onzième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale sur la situation en Ukraine. Ce n'est un secret pour personne qu'ils l'ont fait dans le but de mettre aux voix leur projet de résolution prétendument humanitaire (A/ES-11/L.2). Ils invoquent prétendument comme raison le fait que le Conseil de sécurité n'a pas pu adopter une résolution humanitaire. Je dois dire, en assumant pleinement la responsabilité de mes propos, qu'il s'agit d'une ruse de la part de nos collègues occidentaux.

Il est fort possible que le Conseil adopte le projet de résolution humanitaire tant attendu. Le projet de résolution S/2022/231 sera mis aux voix au Conseil de sécurité et contient tous les éléments nécessaires pour ce genre de texte : un appel à un cessez-le-feu et à des pauses humanitaires pour permettre aux civils d'être évacués en toute sécurité et sans discrimination aucune, un appel à ne pas attaquer les infrastructures critiques, un appel à ne pas placer d'équipements militaires lourds dans les zones résidentielles et les zones densément peuplées, et un appel à assurer la protection du personnel humanitaire et médical, une protection appropriée des malades et des blessés, un traitement humain des détenus et la protection des civils, en particulier des femmes et des enfants. En outre, ce n'est un secret pour personne que nous avons repris tous ces éléments du projet de résolution humanitaire que la France et le Mexique ont présenté au Conseil précédemment.

Dans l'ensemble, nous étions satisfaits de ce projet de résolution et prêts à travailler dessus, mais nos collègues occidentaux ont insisté pour y inclure des éléments clairement antirusse, sans lesquels le projet n'avait aucune valeur à leurs yeux. Ils ne semblent pas gênés par le fait qu'aucune résolution humanitaire du

Conseil de sécurité ne contient de considérations politiques, celles-ci n'y ayant tout simplement pas leur place. Et maintenant, le projet de résolution franco-mexicain (A/ES-11/L.2), truffé de formules antirusse, a atterri à l'Assemblée générale.

Voilà comment nous nous retrouvons à une énième séance clairement antirusse, qui s'inscrit dans un contexte soi-disant humanitaire. Les déclarations que nous avons déjà entendues ne laissent aucun doute à ce sujet. Si nos collègues occidentaux du Conseil de sécurité se soucient réellement de la situation humanitaire sur le terrain, ils auront l'occasion de le prouver plus tard dans la journée en votant pour le projet de résolution humanitaire déposé par la Russie au Conseil. Le Conseil remplirait ainsi sa mission.

Les coauteurs du projet de résolution franco-mexicain ont un tout autre objectif. Ils veulent compléter le texte de la résolution ES-11/1, adoptée par l'Assemblée générale le 2 mars, par un autre document antirusse. Pour être franc, je dirai que ce scénario ne fera que compliquer le règlement de la situation en Ukraine, car il est fort probable qu'il enhardisse les négociateurs ukrainiens et les encourage à maintenir leur position irréaliste actuelle. Cette position ne correspond pas à la situation sur le terrain et ne tient pas compte de la nécessité d'éliminer les causes profondes qui ont amené la Russie à lancer une opération militaire spéciale en Ukraine il y a un mois.

Je voudrais rappeler que nous avons lancé cette opération afin de mettre un terme à la guerre que Kiev mène depuis huit ans contre la population civile du Donbass, qui a déjà coûté la vie à plus de 10 000 personnes, dont des femmes et des enfants. C'est la guerre que nos collègues occidentaux ont soit passée sous silence, soit imputée à la Russie et aux habitants du Donbass eux-mêmes. Nous avons pris cette décision difficile après avoir épuisé tous les moyens pacifiques et diplomatiques de régler le conflit dans le Donbass. Nous l'avons fait une fois que Kiev a clairement confirmé, de manière répétée, qu'il n'appliquerait pas les Accords de Minsk, approuvés par une résolution du Conseil de sécurité ; une fois que les parrains occidentaux de Kiev, qui ont soutenu le coup d'État de Maïdan en 2014, ont confirmé qu'ils ne rappelleraient pas les autorités ukrainiennes à la raison ; une fois que le Président Zelenskyy a non seulement confirmé l'intention de l'Ukraine de rejoindre l'OTAN, ce qui constitue une menace directe pour les intérêts vitaux de la Russie, mais également menacé de renoncer au statut d'État exempt d'armes



nucléaires de l'Ukraine ; et une fois que l'Ukraine a intensifié de façon spectaculaire ses bombardements des quartiers résidentiels de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Lougansk, qui se poursuivent à ce jour, entraînant d'énormes flux de réfugiés vers la Russie.

Pour que l'Ukraine ne représente plus une menace pour nous, nous devons la dénazifier et la démilitariser, et ce sont là les principaux objectifs de notre opération militaire. Ainsi, nous avons dit dès le début que nous ne viserions pas les installations civiles. Les nationalistes et les radicaux ukrainiens l'ont compris, et ont également compris qu'ils auraient à répondre des crimes qu'ils ont commis pendant ces huit années. Par conséquent, ils ont commencé à utiliser les civils comme boucliers humains, à déployer des armes lourdes dans les zones résidentielles et à empêcher les habitants de quitter les villes par les couloirs humanitaires. C'est ce qui a provoqué une crise humanitaire en Ukraine. Pour l'atténuer, nous nous sommes déclarés prêts à appuyer une résolution humanitaire du Conseil de sécurité ; puis, lorsque les auteurs français et mexicain ont présenté leur projet de résolution à l'Assemblée générale, nous avons présenté le nôtre au Conseil.

Si je reviens sur ce point, c'est pour faire comprendre à toutes les personnes ici présentes la véritable teneur du texte que les parrains occidentaux de l'Ukraine soumettent au vote de l'Assemblée générale. Outre ses autres défauts, il donne une image faussement unidimensionnelle de l'évolution de la situation, fait fi des véritables causes de la crise ukrainienne et minimise le rôle des États occidentaux dans cette crise, pour qui l'Ukraine et son peuple ne sont qu'un pion dans leurs jeux géopolitiques contre la Russie. Nous reviendrons sur cet aspect lorsque l'opération militaire spéciale sera terminée.

Cela dit, je voudrais appeler tous les pays sensés, qui ne sont pas paralysés par la « discipline de bloc », à ne pas appuyer le projet de résolution déposé par l'Occident. Face aux efforts antirusse déployés par nos collègues occidentaux, nous prenons acte de l'initiative de nos partenaires de l'Afrique du Sud, qui ont déposé un autre texte (A/ES-11/L.3), qui est très proche du texte que nous avons nous-mêmes déposé au Conseil de sécurité. Nous comprenons l'orientation humanitaire de ce document. Appuyer le projet de résolution déposé par l'Afrique du Sud enverrait non seulement un message à la population civile de l'Ukraine, pour lui dire que l'ONU est consciente de sa situation et veut l'aider, mais

serait également l'occasion de se dresser contre la pression politique et économique sans précédent à laquelle les États occidentaux ont récemment soumis la plupart des États Membres. J'espère que la majorité de nos collègues feront le bon choix et surtout qu'ils le feront en toute indépendance.

**M. Sinirlioglu** (Turquie) (*parle en anglais*) : La situation en Ukraine marquera notre génération et les générations à venir. C'est une guerre sans vainqueurs, une guerre qui n'aurait jamais dû être déclenchée et qui doit cesser immédiatement. Soyons clairs. La crise humanitaire en Ukraine n'est pas le résultat d'une catastrophe naturelle ; elle est causée par l'homme. Elle est le résultat de la violation flagrante et inacceptable par la Fédération de Russie du droit international humanitaire. Ce que nous voyons dans la ville assiégée de Marioupol est déchirant. Les victimes de cette violence sont des innocents, avant tout des femmes et des enfants. Par ailleurs, il y a trois crises humanitaires qui se déroulent en ce moment même.

La première, bien sûr, concerne le sort des 40 millions d'Ukrainiennes et Ukrainiens qui souffrent dans leur propre pays. Ils ont besoin de notre aide. Pour notre part, nous n'abandonnerons pas nos frères et sœurs en Ukraine. En ce moment même, nous collaborons étroitement avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Comité international de la Croix-Rouge sur la question des évacuations de civils afin de faire face à la détérioration rapide de la situation à Marioupol. Nous continuons également à appuyer et faciliter les opérations d'aide des Nations Unies lancées depuis la Turquie. De plus, une équipe turque est stationnée au poste-frontière de Siret, à la frontière roumano-ukrainienne, pour évaluer les besoins humanitaires en Ukraine et coordonner les opérations d'aide en cours.

La deuxième crise a trait aux 10 millions d'Ukrainiennes et Ukrainiens qui ont réussi, malgré tous les périls, à échapper aux horreurs de la guerre pour trouver refuge ailleurs. Pays qui accueille la plus grande population de réfugiés au monde, la Turquie sait ce que cela signifie de fuir les horreurs de la guerre. Nous ne pourrions jamais compenser la souffrance que ces réfugiés endurent. Mais en tant que communauté internationale, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que leur avenir soit plus radieux que leur passé. Des représentants du Gouvernement turc, d'organisations non gouvernementales et du Croissant-Rouge turc sont actuellement en poste le long de la frontière pour aider les réfugiés qui fuient l'Ukraine.

Enfin, il y a une crise humanitaire encore plus importante qui sévit dans le monde. Cette année, 291 millions de personnes dans 69 pays ont déjà besoin d'aide humanitaire et de protection. Les prix des denrées alimentaires et de l'énergie augmentent partout dans le monde. Il pourrait bientôt y avoir une grave crise alimentaire. Les pays en développement du monde entier pourraient subir des conséquences encore plus graves en raison de cette guerre.

Le respect de l'intégrité territoriale et la défense des principes fondamentaux du droit international doivent être au cœur de tous nos efforts. L'Ukraine est un membre souverain, indépendant et fier de la communauté internationale, et elle le restera. La Turquie mobilise actuellement l'ensemble de ses ressources pour qu'un cessez-le-feu humanitaire immédiat soit instauré. À cette fin, nous déployons des efforts concertés pour contribuer au succès de la diplomatie. Nous avons organisé une réunion ministérielle trilatérale le 10 mars dernier, à Antalya, après quoi le Ministre turc des affaires étrangères s'est rendu en Russie et en Ukraine. Cependant, ces efforts dépassent les capacités d'un seul pays. La résolution ES-11/1, adoptée par l'Assemblée générale le 2 mars dernier (voir A/ES-11/PV.5), impose à la communauté internationale de remédier à l'agression de la Russie et à ses conséquences. L'ONU ne peut s'exonérer de ses obligations en matière de consolidation de la paix et se concentrer uniquement sur l'intervention humanitaire.

L'un des projets de résolution dont l'Assemblée générale est aujourd'hui saisie fait écho au Préambule de la Charte des Nations Unies, en réaffirmant que nous, communauté internationale, avons le devoir de préserver les générations futures du fléau de la guerre. Les peuples du monde nous ont confié cette responsabilité, et nous ne pouvons pas les décevoir. C'est pourquoi nous demandons à tous les membres d'appuyer l'adoption du projet de résolution A/ES-11/L.2, intitulé « Conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine », conformément à l'esprit des fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, dans notre quête commune de paix et de respect des droits humains et conformément à notre devoir commun envers l'humanité. Nous devons agir maintenant, car il s'agit, littéralement, d'une question de vie ou de mort.

**M. Ishikane** (Japon) (*parle en anglais*) : Il y a quelques heures, le Président Zelenskyy a décrit de façon saisissante la situation humanitaire désastreuse en Ukraine, dans son allocution en ligne devant la

Diète japonaise. Nous sommes de tout cœur avec tous les rescapés et les victimes, y compris les enfants, les femmes, les journalistes, le personnel médical et les agents humanitaires. Ils doivent être protégés. Le Japon suit de près l'enquête que mène actuellement le Procureur de la Cour pénale internationale à cet égard.

Le projet de résolution A/ES-11/L.2 est d'une importance capitale. Premièrement, il appelle les États Membres à prendre des mesures pour atténuer les graves conséquences humanitaires de la guerre en Ukraine et aux alentours. Deuxièmement, il s'attaque aux origines de ces conséquences. Par ailleurs, il appelle une nouvelle fois à appliquer intégralement la résolution ES-11/1, du 2 mars, qui déplorait l'agression commise par la Fédération de Russie et exigeait que la Fédération de Russie retire immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires du territoire ukrainien. La crise humanitaire persistera si nous ne nous attaquons pas à la fois à ses causes et à ses conséquences.

Les efforts que déploie le Conseil de sécurité depuis le début de l'agression russe non provoquée pour mettre fin à cette agression font l'objet d'un veto. La résolution ES-11/1, adoptée lorsque la présente session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale a été convoquée la première fois (voir A/ES-11/PV.5), exigeait que la Fédération de Russie cesse d'employer la force. La Cour internationale de Justice a ordonné à la Russie de suspendre immédiatement ses opérations militaires, à l'instar de ce qu'exigeait la résolution. Le Secrétaire général lui a également demandé de rapatrier ses soldats en Russie.

Nous voyons un membre permanent du Conseil de sécurité violer ses obligations en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales et faire fi des appels répétés lancés par les organes principaux de l'Organisation des Nations Unies. Nous devons, en cette heure cruciale, faire respecter l'état de droit et la Charte des Nations Unies, et nous devons agir en appuyant le projet de résolution A/ES-11/L.2, et non celui recommandé par l'agresseur (A/ES-11/L.3).

**M. Prasad** (Fidji) (*parle en anglais*) : Les États membres du Forum des îles du Pacifique représentés à l'ONU à New York, à savoir l'Australie, les États fédérés de Micronésie, les Îles Marshall, les Îles Salomon, Kiribati, Nauru, la Nouvelle-Zélande, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, les Tonga, les Tuvalu, Vanuatu et mon pays, les Fidji, sont profondément préoccupés par la crise humanitaire en Ukraine.

Dans un esprit constructif, nous appelons la Fédération de Russie à prendre toutes les mesures possibles pour désamorcer la situation et revenir sur la voie diplomatique de bonne foi. Nous nous félicitons du dialogue entre les Gouvernements ukrainien et russe, et demandons un cessez-le-feu immédiat, un accès humanitaire sûr et sans entrave aux zones touchées et le retrait urgent des forces militaires hors des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine.

Les agissements de la Fédération de Russie constituent des violations de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine et contreviennent aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Nous sommes tous choqués par l'ampleur de la crise humanitaire, qui a déjà déplacé plus de 10 millions de personnes. Nous appelons toutes les parties à respecter pleinement le droit international, le droit international humanitaire et le droit international des réfugiés, et à faire respecter les droits de l'homme. Nous demandons en particulier la protection des civils, des infrastructures civiles, des installations médicales, du personnel de santé et des sites nucléaires.

Nous saluons l'hospitalité des voisins de l'Ukraine, qui ont accueilli plus de 3 millions de réfugiés. Nous demandons instamment que les civils qui fuient le conflit soient traités avec dignité et sans discrimination. Nous appelons l'attention sur les risques particuliers et disproportionnés que courent les femmes, les filles, les personnes handicapées et celles qui ont besoin de services médicaux et sociaux essentiels pendant le conflit et les déplacements. Nous sommes également préoccupés par les retombées de ce conflit, en particulier l'insécurité alimentaire accrue et la hausse des prix du carburant, qui ont déjà des conséquences sur les vies, les moyens de subsistance et la sécurité dans le monde entier, y compris dans le Pacifique et dans d'autres régions.

Le Pacifique bleu que nous représentons repose sur l'ordre international fondé sur des règles qui œuvre pour la paix au sein de notre famille mondiale depuis plus d'un demi-siècle. Les défis auxquels nous nous heurtons collectivement aujourd'hui sont nombreux et ne seront pas surmontés sans un dialogue pacifique. La lutte contre les changements climatiques et la maladie à coronavirus (COVID-19) doit rester au premier plan de nos efforts mondiaux, et nos actions doivent être guidées par les règles et normes établies. Nous réaffirmons l'importance de l'ordre international fondé sur des règles et rappelons le Préambule de la Charte, qui nous

appelle à préserver les générations futures du fléau de la guerre et à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites.

**M. Imnadze** (Géorgie) (*parle en anglais*) : La Géorgie s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne, et je tiens à formuler les observations supplémentaires suivantes à titre national.

Nous sommes réunis aujourd'hui à l'occasion de cette nouvelle séance de la session extraordinaire d'urgence sur l'Ukraine, pour nous pencher, cette fois-ci, sur les conséquences humanitaires dévastatrices que subit l'Ukraine du fait de l'agression de la Russie. Après un mois de guerre non provoquée et injustifiée contre l'Ukraine, des centaines de civils innocents ont été tués, dont une centaine d'enfants. Les bombardements massifs, sans discernement et ciblés des villes et villages ukrainiens ont réduit en ruines des écoles, des crèches, des établissements médicaux et des immeubles d'habitation, entre autres. Plus de 3,5 millions d'Ukrainiennes et Ukrainiens ont été contraints de fuir pour trouver refuge dans les pays voisins, et 6,5 millions sont désormais déplacés. Ces chiffres montrent déjà qu'une catastrophe humanitaire sans précédent se profile à l'horizon en Europe et au-delà.

La Géorgie condamne avec force l'agression non provoquée, injustifiée et préméditée de la Russie contre l'Ukraine, en violation flagrante du droit international, de la Charte des Nations Unies et de l'Acte final d'Helsinki. Nous appelons la Russie à se conformer aux mesures conservatoires ordonnées par la Cour internationale de Justice le 16 mars dernier, qui obligent la Russie à « suspendre immédiatement les opérations militaires qu'elle a commencées le 24 février 2022 sur le territoire de l'Ukraine ».

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, la plupart des victimes civiles recensées ont été touchées par des armes explosives à large rayon d'impact, notamment des frappes aériennes, de l'artillerie lourde, des lance-roquettes multiples et des missiles. L'Ukraine a également signalé l'utilisation de munitions au phosphore, qui sont interdites. Nous sommes consternés par les attaques des forces russes contre les journalistes et le personnel médical et par les informations faisant état de viols, d'enlèvements et d'exécutions, ainsi que de pillages et de vols, avec des actes de violence contre les habitants et la saisie d'habitations

civiles. Tous ces actes constituent de graves violations du droit international humanitaire et sont constitutifs de crimes de guerre. Ces attaques doivent cesser immédiatement. Les couloirs humanitaires et l'acheminement de l'aide doivent être garantis pour tous les civils, tant ceux qui décident de rester que ceux qui choisissent de partir.

Cette agression constitue un signal d'alarme retentissant pour la communauté internationale. Le fait est que les actions et les scénarii d'agression de la Russie contre ses voisins font partie d'un schéma. En 2008, la Russie a lancé une agression militaire de grande envergure contre la Géorgie, en violation flagrante de toutes les règles et normes internationales. Ce type de comportement, que nous observons aujourd'hui en Ukraine, compromet sans vergogne tout l'ordre international fondé sur des règles, fait peser une grave menace sur la paix et la sécurité régionales et internationales et n'est pas conforme à la manière dont des États responsables doivent agir au XXI<sup>e</sup> siècle.

La Russie s'apprête à organiser un référendum factice sur la création d'une prétendue république populaire à Kherson, un rappel douloureux du simulacre de référendum qu'elle a organisé il y a huit ans dans la péninsule de Crimée et qui avait alors servi de prétexte à son annexion illégale de la Crimée. Dans le même ordre d'idées, le 12 mars, une autre prétendue élection parlementaire a été organisée en Abkhazie, l'une des régions de Géorgie occupées par la Russie. Le mois prochain, le 10 avril, des élections illégales similaires sont prévues dans une autre région occupée de Géorgie, Tskhinvali. Toutes ces élections sont organisées en violation flagrante des principes du droit international. Ces prétendus référendums et élections sont nuls et non avendus et représentent de nouvelles et vaines tentatives de légitimer les actes d'occupation illégaux de la Russie. Cependant, ce type de comportement est ici clair et sans équivoque.

Nous demandons instamment à la Russie de mettre un terme à son agression immédiatement, complètement et sans condition préalable, de retirer toutes ses forces et tout son armement de l'ensemble du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues et de permettre un accès immédiat, sûr et sans entrave à tous les acteurs et mécanismes humanitaires et des droits de l'homme internationaux. Nous exhortons également la Russie à faire de même en ce qui concerne les régions occupées de la Géorgie et à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de l'accord de cessez-le-feu du 12 août 2008.

Le projet de résolution A/ES-11/L.2, dont nous sommes saisis aujourd'hui, est un appel humanitaire lancé au nom des millions d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens qui subissent le poids de la catastrophe causée par cette guerre inutile. Au centre de ce document se trouve la détermination de la communauté internationale à faire respecter les principes mêmes consacrés par la Charte et le droit international, avec pour objectif premier d'alléger les souffrances des civils innocents. C'est dans cet esprit que la Géorgie, étant l'un des initiateurs et des coauteurs du projet de résolution, appelle tout le monde à voter pour ce texte et pour les principes énoncés dans la Charte.

**M<sup>me</sup> Stoeva** (Bulgarie) (*parle en anglais*) : La Bulgarie s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne, et je voudrais souligner quelques points à titre national.

C'est la deuxième fois en moins d'un mois que nous sommes contraints de nous réunir pour traiter de toute urgence l'agression militaire de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, mais cette fois, le tableau est encore plus sombre. Depuis les premières heures du 24 février, lorsque la Fédération de Russie a lancé son agression militaire insensée, non provoquée et injustifiée contre l'Ukraine, en violation totale du droit international et des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, la vie de millions d'Ukrainiens a été littéralement détruite.

En moins d'un mois, plus de 3,5 millions de personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, ont été contraintes de fuir leurs foyers en Ukraine et de chercher refuge dans les pays voisins. À cela s'ajoutent 6,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et, selon l'Organisation internationale pour les migrations, ce n'était pas le premier déplacement pour quelque 13 % d'entre elles. Plus de 100 000 Ukrainiens sont passés par la Bulgarie depuis le 24 février, et plus de 50 000 y cherchent actuellement refuge. La tragédie, c'est que ces chiffres paraissent bien faibles au regard du tableau général. Pour mettre les choses en perspective, pour certains pays présents dans cette salle, 50 000 personnes représentent leur population totale – ou plus que leur population totale – et pourtant ces chiffres semblent encore négligeables.

Hier, en leurs qualités de coprésidents du Groupe des Amis des enfants et des objectifs de développement durable, la Bulgarie, le Luxembourg et la Jamaïque, de concert avec 90 autres pays, ont publié une déclaration de soutien aux enfants touchés par la



guerre en Ukraine. Cette guerre sans nom a causé la mort d'au moins 75 enfants et en a blessé au moins 99. Les conséquences immédiates et à long terme de la guerre sur la santé psychosociale, le bien-être et le développement des enfants sont immenses et difficiles à inverser. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme fait état de 2 510 victimes civiles, dont 953 personnes tuées et 1 557 blessées. Cette statistique est déjà obsolète, car les chiffres actuels sont considérablement plus élevés et continuent d'augmenter au moment où nous parlons. Ces victimes sont la conséquence de l'utilisation d'armes explosives à large rayon d'impact, y compris des tirs d'artillerie lourde et des lance-roquettes multiples, ainsi que des missiles et des frappes aériennes.

Les images de la destruction sont terribles. Des villes dynamiques qui bourdonnaient de vie il y a moins d'un mois sont maintenant réduites en cendres. Les forces russes détruisent délibérément et sans discernement les infrastructures civiles critiques et provoquent des souffrances encore plus grandes en bombardant les hôpitaux. Et tout cela se fait en violation flagrante du droit international humanitaire. Même la guerre a des règles, et la Fédération de Russie les viole toutes systématiquement. La situation humanitaire est décrite comme catastrophique et continue à se détériorer, mais ces mots sont en-deçà de la réalité. La réalité est encore pire. Nous ne pouvons pas y être indifférents et nous devons tous faire preuve d'unité en défendant les principes consacrés par la Charte, le droit international et le droit international humanitaire.

La Bulgarie condamne dans les termes les plus fermes l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et exige qu'elle cesse immédiatement ses actions militaires, qu'elle retire toutes ses forces et tous son matériel militaire de l'ensemble du territoire de l'Ukraine sans condition et qu'elle respecte pleinement l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Le recours à la force et à la coercition pour modifier les frontières n'a pas sa place au XXI<sup>e</sup> siècle. Les tensions et les conflits doivent être réglés exclusivement par le dialogue et la diplomatie. Cette guerre insensée doit cesser maintenant.

Le droit international humanitaire doit être pleinement respecté. Les civils, y compris le personnel humanitaire et les journalistes, doivent être complètement protégés. Un accès humanitaire sûr et sans entrave

du personnel humanitaire doit être pleinement garanti et le passage sûr des civils autorisé. J'exhorte chacune et chacun à appuyer le projet de résolution A/ES-11/L.2, sur les conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine. Nous le devons au peuple courageux d'Ukraine et, surtout, nous le devons à nous-mêmes.

**M. Massari** (Italie) (*parle en anglais*) : L'Italie s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne, et je voudrais ajouter les observations suivantes à titre national.

Un mois s'est écoulé depuis que la Fédération de Russie, avec la complicité du Bélarus, a lancé son agression injustifiée et non provoquée contre l'Ukraine, sa souveraineté et l'intégrité de ses frontières, déclenchant une catastrophe humanitaire sans précédent en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Au cours des quatre dernières semaines, nous avons été témoins d'un nombre croissant de victimes civiles, y compris des femmes et des enfants. Des millions de personnes fuient leurs maisons, ont été déplacées à l'intérieur du pays ou cherchent refuge chez les voisins de l'Ukraine, qui font preuve d'une solidarité incroyable et louable. La guerre s'est étendue aux villes densément peuplées, où l'utilisation d'armes explosives provoque des souffrances humaines insupportables. Nous sommes également témoins de la destruction d'infrastructures essentielles, telles que des hôpitaux, des écoles, des ponts, des autoroutes et des systèmes d'approvisionnement en eau, ce qui aura des conséquences négatives sur les conditions de vie de la population civile pour les années à venir.

En dépit de cette situation catastrophique, et au mépris total des appels répétés du Secrétaire général pour qu'il y soit mis fin, et de la résolution ES-11/1 (voir A/ES-11/PV.5) adoptée par l'Assemblée générale, le 2 mars, la Russie poursuit son agression, défiant encore davantage les principes fondamentaux du droit international humanitaire. Dans le même temps, le Conseil de sécurité reste incapable de faire face à la situation en Ukraine, notamment à ses graves conséquences humanitaires, en raison du comportement de l'un de ses membres permanents, qui se trouve également être l'initiateur de la guerre et le seul à en être responsable. C'est pourquoi un groupe interrégional d'États Membres, dont l'Italie, a demandé que cette session extraordinaire d'urgence soit reprise. Si le Conseil n'est pas en mesure d'agir sur une question aussi fondamentale, l'Assemblée a le droit et l'obligation de prendre l'initiative.

Pour protéger la population civile en Ukraine, il est essentiel que la Russie mette immédiatement fin

à son agression, garantisse le passage en toute sécurité des civils et l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire et participe d'urgence et sincèrement à des négociations en vue d'un règlement pacifique. Tel est l'idée maîtresse du projet de résolution A/ES-11/L.2, qui a été présenté à cette séance de la session extraordinaire d'urgence par un groupe interrégional d'États Membres et dont un grand nombre de pays se sont déjà portés coauteurs. Nous sommes certains que face à cette tragédie humanitaire intolérable au cœur de l'Europe, l'Assemblée générale réagira comme elle l'a fait le 2 mars (voir A/ES-11/PV.5), en faisant montre d'unité ainsi que de sens des responsabilités et de détermination.

Il faut également garder à l'esprit que cette guerre d'agression a de graves répercussions sur la sécurité alimentaire dans diverses régions du monde. C'est maintenant qu'il faut agir, sans hésitation, pour réaffirmer le caractère impératif et *erga omnes* du droit international humanitaire, tout en continuant de faire une distinction claire et sans équivoque entre l'agresseur et la victime. Je termine en réaffirmant notre pleine solidarité avec les millions de personnes frappées par cette guerre d'agression. Avec ses partenaires européens et ses alliés, l'Italie continuera d'apporter sa contribution en matière de fourniture de l'aide humanitaire et de se tenir aux côtés de l'Ukraine et de son peuple.

**M. De Souza Monteiro (Brésil) (parle en anglais) :** Alors que le conflit en Ukraine se prolonge, la situation humanitaire désastreuse dans la région continue de se détériorer. Le Brésil est profondément préoccupé par les informations de plus en plus nombreuses faisant état de victimes civiles, notamment des enfants, et par les flux croissants de réfugiés et de personnes déplacées. En vue de contribuer aux efforts visant à atténuer la crise des réfugiés en Europe, le Brésil a rapidement mis en œuvre une politique de visas humanitaires pour les personnes fuyant le conflit en Ukraine. Au cours des dernières semaines, nos ambassades dans la région ont octroyé des visas spéciaux à des Ukrainiens et des personnes apatrides, dont une grande partie sont déjà arrivés au Brésil.

En outre, pour répondre aux besoins urgents en matière d'aide humanitaire, la semaine dernière, le Gouvernement brésilien a envoyé en Ukraine un don d'environ 20 000 articles, dont des purificateurs d'eau, environ neuf tonnes de vivres et une demi tonne de fournitures médicales. Avec l'aide de l'Ambassade du Brésil à Varsovie, ces fournitures ont été déchargées là-bas et acheminées vers leur destination en coordination avec

les autorités ukrainiennes. La communauté internationale doit venir en aide aux personnes qui en ont le plus besoin, non seulement celles qui sont directement touchées par les hostilités sur le territoire ukrainien, mais également les réfugiés dans les pays voisins.

Il fait aucun doute que les conflits armés causent d'énormes souffrances humaines et des dévastations, et mettre fin aux hostilités reste le meilleur moyen de réduire au minimum leurs conséquences humanitaires. Le conflit en Ukraine pourrait également avoir des conséquences catastrophiques sur la sécurité alimentaire en perturbant les systèmes alimentaires et en aggravant le risque de la famine dans le monde entier, en particulier dans les pays en développement. Le Brésil appelle une fois de plus à la cessation immédiate des hostilités en Ukraine. Il est également préoccupé par l'imposition aveugle de sanctions économiques de large portée, qui auront des effets néfastes sur tous les pays, aggravant les difficultés que connaissent des économies déjà éprouvées alors qu'elles se remettent de la pandémie. Ce sont les plus vulnérables qui subiront les conséquences de mesures qui s'avéreront inefficaces dans une large mesure.

Tant que le conflit se poursuit, toutes les parties doivent respecter pleinement le droit international humanitaire et les principes de distinction, de proportionnalité, de précaution et d'humanité. Le Brésil encourage l'Ukraine et la Russie à intensifier leur dialogue en vue de se mettre d'accord sur des paramètres clairs et concrets pour la mise en œuvre de leurs obligations en vertu du droit international humanitaire afin de renforcer la sécurité des civils et du personnel humanitaire. Les civils qui veulent fuir les hostilités doivent pouvoir le faire en toute sécurité, et ceux qui décident de rester ne doivent pas être la cible d'attaques. Dans le même ordre d'idées, les parties doivent accorder un passage sûr aux convois d'aide humanitaire acheminée aux personnes qui en ont besoin.

Le Brésil est profondément préoccupé par les conséquences du conflit sur les plus vulnérables, et en particulier par les informations concernant les difficultés à évacuer les personnes handicapées. Un des objectifs du droit international humanitaire est de préserver la dignité humaine, même durant le pire des conflits. C'est le strict minimum, et cela doit nous unir au lieu de nous diviser. La logique sur laquelle s'appuie ce raisonnement est claire. Lorsqu'un conflit éclate, quelles qu'en soient les causes, les civils doivent être épargnés, les blessés doivent recevoir des soins médicaux, l'aide

humanitaire doit parvenir aux personnes qui en ont besoin et les prisonniers doivent être traités humainement en toutes circonstances. Les règles de la guerre ne sont pas facultatives.

Lorsqu'il devient plus difficile de faire la distinction entre les combattants et les civils, le nombre de victimes civiles risque d'augmenter, en particulier dans les conflits armés qui se déroulent dans des zones urbaines et dans le contexte desquels des armes explosives sont utilisées. Les civils sont appelés à participer aux combats, alors qu'ils n'ont pas nécessairement la formation requise. Les parties doivent s'efforcer d'assurer la protection des civils et des infrastructures civiles essentielles, peu importe où se déroulent les hostilités. Les informations faisant état d'attaques contre des établissements de santé en Ukraine, qui ont fait des dizaines de morts et de blessés, sont particulièrement préoccupantes. Les agents de santé et les installations médicales doivent bénéficier d'une protection spéciale et ne doivent pas être considérés comme des cibles militaires.

L'Assemblée générale a été de nouveau convoquée pour examiner une situation urgente dans le cadre de laquelle une menace à la paix et à la sécurité internationales a des conséquences humanitaires catastrophiques. L'ONU doit agir de manière responsable et constructive. Nous devons œuvrer de concert pour élaborer des mesures qui auront un effet concret sur le terrain et qui peuvent conduire à une paix durable en Ukraine.

**M. Nasir** (Indonésie) (*parle en anglais*) : Il est décourageant de voir qu'aujourd'hui, un mois après la dernière séance tenue par l'Assemblée générale dans le cadre de cette session extraordinaire d'urgence (voir A/ES-11/PV.6), nous soyons de nouveau réunis ici pour parler de la détérioration de la situation humanitaire en Ukraine. Au moment où nous parlons, des millions de civils innocents sont pris entre deux feux, contraints de faire un triste choix entre quitter leurs maisons ou tenter de survivre dans des conditions de plus en plus périlleuses et épouvantables. De nombreux civils ont déjà payé le prix ultime. Dans de nombreuses parties du pays, les services publics de base ne sont plus disponibles. Les infrastructures clefs sont détruites à un rythme alarmant. Il faudra des années et des ressources considérables pour reconstruire. Le monde compte sur l'ONU pour agir afin d'atténuer la souffrance des innocents et de sauver des vies. Il est de notre responsabilité d'envoyer un message clair et uni à toutes les parties.

Premièrement, elles ne doivent ménager aucun effort pour mettre fin à la guerre. Elles doivent prendre des mesures immédiates pour désamorcer la situation, mettre un terme aux hostilités et instaurer un cessez-le-feu durable.

Deuxièmement, le droit international doit être respecté, notamment ses dispositions relatives à la protection des civils et des infrastructures civiles. Toutes les personnes dans le besoin, partout, sans exception, doivent avoir accès à l'aide humanitaire. Le passage en toute sécurité doit être garanti, et l'évacuation des civils qui souhaitent quitter l'Ukraine doit être facilitée.

Troisièmement, les parties doivent intensifier le dialogue et les négociations. Une paix durable ne pourra être obtenue qu'à la table de négociation. Nous devons plaider collectivement pour le dialogue et un règlement pacifique. Tout résultat en deçà de cet objectif ne fera qu'aggraver la crise humanitaire en Ukraine.

Beaucoup ont souligné que la situation en Ukraine est d'une ampleur que l'Europe n'avait pas connue depuis des décennies. Ses répercussions humanitaires sont dévastatrices. Par définition, la guerre crée des divisions, mais la question qui se pose à nous aujourd'hui est de savoir si nous pouvons nous unir au sein de cet organe pour faire face à la crise humanitaire en Ukraine, ou si nous permettrons que l'on nous divise, que nos divergences prennent le dessus pour au final rester les bras croisés alors que tant de personnes souffrent. Pour l'Indonésie, la réponse est on ne peut plus claire. Nous voulons que l'Assemblée générale préserve son unité et agisse de concert pour contribuer à remédier à la crise humanitaire en Ukraine. Après tout, l'ONU est l'instance mondiale la mieux placée pour régler les crises humanitaires. Sans quoi, la confiance mondiale et le respect dans l'ONU seront un peu plus entamés. C'est le moment de faire passer les considérations humanitaires avant les divergences politiques et d'œuvrer à la réalisation de l'objectif ultime qui consiste à mettre fin à la guerre et à la souffrance et à instaurer une paix durable en Ukraine.

**M. Prongthura** (Thaïlande) (*parle en anglais*) : La Thaïlande est vivement préoccupée par la crise humanitaire qui sévit en Ukraine et profondément attristée par la perte de vies innocentes et la destruction de biens et d'infrastructures civiles en Ukraine, ainsi que par le sort des civils touchés, y compris ceux qui ont fui vers les pays voisins. Nous appelons à respecter la vie des civils et les infrastructures civiles et à les protéger, mais aussi à faciliter l'accès à l'aide humanitaire pour les

personnes touchées en Ukraine et aux alentours, sans politisation ni discrimination pour quelque motif que ce soit. À cet égard, la Thaïlande appelle toutes les parties à s'acquitter pleinement de leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et elle souligne la nécessité que tous les acteurs qui fournissent une aide humanitaire promeuvent et respectent pleinement les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.

La Thaïlande réaffirme sa volonté d'aider la communauté internationale à atténuer les conséquences de la crise humanitaire persistante en Ukraine, qui était déjà problématique en raison des conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Pour sa part, la Thaïlande fournit une aide humanitaire, y compris des vivres, des fournitures médicales et d'autres articles essentiels, aux civils par l'intermédiaire de la Société nationale de la Croix-Rouge ukrainienne. Par ailleurs, la Société nationale de la Croix-Rouge thaïlandaise a versé une contribution financière à la Société nationale de la Croix-Rouge ukrainienne pour appuyer ses opérations humanitaires en cours et elle contribue à ses activités de secours en menant une campagne publique de collecte de fonds.

Une escalade ne ferait qu'aggraver les conséquences de la situation, y compris humanitaires, en Ukraine et dans le monde entier. La Thaïlande salue et encourage les efforts continus que déploient les parties concernées dans le cadre des pourparlers bilatéraux et espère que ceux-ci mèneront à un résultat productif, en particulier s'agissant d'améliorer la situation humanitaire urgente, et que la situation sera réglée par des moyens pacifiques.

**M. Blanco Conde** (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous sommes réunis ici en tant qu'États Membres de l'ONU pour examiner les conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine. Des millions d'hommes, de femmes, d'enfants, de personnes âgées et de personnes handicapées sont pris au piège de ce conflit et sont les principales victimes de cette situation lamentable qui les fait souffrir et menace leurs vies, leur avenir et leur stabilité psychologique. Ils paient le prix de notre échec à leur épargner cette souffrance et à empêcher que leurs vies et leur dignité soient bouleversées.

Le fait que nous soyons saisis aujourd'hui de deux projets de résolution (A/ES-11/L.2 et A/ES-11/L.3) plonge la République dominicaine dans une profonde perplexité. En dépit de notre consternation, nous

prendrons une décision fondée sur les principes aujourd'hui en gardant à l'esprit les millions de civils qui doivent être protégés par les parties au conflit. À cet égard, je voudrais dire ce qui suit.

Premièrement, les parties doivent respecter, sans délai ni condition, toutes les règles du droit international humanitaire relatives à la conduite des hostilités et s'engager en faveur de la recherche d'une sortie de crise négociée afin de rétablir la paix en Ukraine. Même si la cessation des hostilités n'est pas viable, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour prévenir la souffrance humaine, notamment en facilitant l'accès humanitaire aux personnes où qu'elles se trouvent, et empêcher les attaques contre les infrastructures civiles telles que les hôpitaux, les écoles et les infrastructures électriques et d'approvisionnement en eau.

Toute personne prise dans un conflit armé est vulnérable et souffre. Néanmoins, certaines sont plus vulnérables que d'autres. Les femmes, les enfants, les personnes âgées et les déplacés sont particulièrement exposés. Toutefois les personnes qui souffrent d'un handicap doivent recevoir l'attention immédiate dont elles ont besoin. La collaboration entre tous les acteurs sur le terrain est fondamentale pour protéger ces personnes, faciliter leur circulation ou leur évacuation en lieu sûr et veiller à ce que leurs besoins médicaux et en matière de soins soient satisfaits.

Pour terminer, c'est avec le cœur lourd que nous affirmons que si le conflit se poursuit, ses conséquences humanitaires dépasseront largement les frontières de l'Ukraine. La Fédération de Russie et l'Ukraine produisent environ 25 % du blé et des céréales à l'échelle mondiale. De nombreux pays dépendent de cette source d'approvisionnement et les répercussions du conflit sur la sécurité alimentaire de leurs citoyens pourraient être dévastatrices. Nous ne devons pas le permettre. Nous ne devons pas laisser la souffrance se propager. Nous devons au contraire éviter que la situation empire ou que le conflit ne précipite dans la famine des millions de personnes déjà exposées à divers niveaux d'insécurité alimentaire.

**M. Hoxha** (Albanie) (*parle en anglais*) : Aujourd'hui, nous sommes le 23 mars. Cela fait déjà un mois que la Russie a lancé son agression en Ukraine le 24 février et je n'ai pas besoin de décrire la situation catastrophique qui en a résulté. Les chiffres sont stupéfiants. Environ 12 millions de personnes sont bloquées dans les zones touchées, directement exposées à l'insécurité, et beaucoup d'entre elles n'ont aucun



accès aux produits de base, notamment aux denrées alimentaires, à l'eau et aux médicaments. Cela représente plus de 25 % de la population totale de l'Ukraine. Quelque 10 millions de personnes ont été déplacées. Plus de 3,5 millions, soit 100 000 personnes par jour, ont fui le pays, dont 90 % sont des femmes et des enfants. On compte 2 500 victimes civiles, et nous savons que dans les situations de conflit, les chiffres réels sont bien plus élevés. Les campagnes de bombardements massifs et aveugles ont réduit en cendres des villes entières. Des zones résidentielles, des maisons, des écoles, des hôpitaux, des théâtres, des zones commerciales – tout est une cible. Marioupol, le nouvel Alep, est devenu le vrai visage de la Russie, un membre permanent du Conseil de sécurité qui s'est arrogé le droit de tuer des civils et de détruire des villes.

Nous savons que la résistance ukrainienne a fait avorter le projet initial de guerre éclair de Moscou. Les Ukrainiens, forts de leur détermination et de leur conviction, savent ce pour quoi ils se battent alors que les soldats russes, dans leur incrédulité, ne savent pas ce pour quoi ils meurent. Ne l'oublions pas, ce n'est pas une guerre qui oppose les Russes aux Ukrainiens. C'est la guerre d'un homme, isolé, qui par ses actes irresponsables a réussi en quelques semaines à condamner son pays à la solitude la plus absolue et à l'isoler du reste du monde comme jamais auparavant. L'histoire a plus d'une fois vu des hommes forts échouer dans leurs efforts pour réécrire l'histoire. Leurs crimes finissent par n'être que leur épitaphe.

Cette guerre, alimentée par l'hubris, le narcissisme et la paranoïa, détruit l'Ukraine de manière systématique, méthodique et de sang-froid. La crise massive des réfugiés est un problème grave et important pour l'Europe. Mais ce chantage cynique est voué à l'échec, tout comme le chantage autour de Berlin-Ouest a échoué en 1948. Il n'en reste pas moins que la crise touche le monde entier, en particulier les pays en développement. L'envolée des prix des produits de base en raison de la guerre appauvrit plus encore les plus pauvres et fragilise plus encore les personnes vulnérables. Personne ne peut dire qu'il s'agit là d'une conséquence involontaire, car on savait très bien ce qui allait se passer. Voilà ce que la Russie inflige à l'Ukraine et au monde entier.

L'Albanie s'est portée coauteure du projet de résolution A/ES-11/L.2, sur l'agression contre l'Ukraine. Nous espérons que ce texte pourra être appliqué pour aider à protéger les civils, mais s'il est adopté – et j'espère que nous l'adopterons – nous doutons que la

Russie le respecte. Il est difficile de croire qu'un pays qui enfreint de manière flagrante toutes les règles du droit international appuierait un texte qu'il a remis en cause au Conseil et qu'il tente de saper ici. C'est pourquoi nous devons une fois de plus montrer ce que nous défendons et appuyer un texte qui énonce clairement les causes de cette situation, ce qui doit être fait et par qui. Il n'y a qu'une seule définition de l'agression dans ce texte, c'est « l'agression ».

Nous savons qu'on ne peut jamais construire un avenir en vivant dans le passé. Ne nous leurrions donc pas. Si la Russie remporte cette guerre illégale, nous aurons tous été prévenus. Elle ne s'arrêtera pas à l'Ukraine.

**M<sup>me</sup> Skoczek** (Pologne) (*parle en anglais*) : La Pologne appuie pleinement le texte du projet de résolution A/ES-11/L.2, présenté par l'Ukraine, sur les conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine.

Nous nous associons à la déclaration faite au nom de l'Union européenne et souhaitons la compléter par quelques observations à titre national.

La situation humanitaire en Ukraine se détériore à un rythme alarmant. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 12 millions de personnes auront besoin d'une assistance humanitaire, ce qui signifie que près de 30 % de la population totale du pays aura besoin d'aide. Les personnes prises au piège dans les villes ukrainiennes ont besoin d'une aide humanitaire de toute urgence, et le seul acteur responsable de cette catastrophe est la Russie.

Il y a une semaine, les forces russes ont largué une bombe sur un théâtre clairement désigné comme un bien civil abritant des enfants, dans lequel des centaines de civils avaient trouvé refuge dans la ville assiégée de Marioupol. Cela montre sans équivoque que la Russie crée délibérément une catastrophe humanitaire en Ukraine dans le mépris flagrant des principes du droit international humanitaire. Ces derniers jours, nous avons été témoins de tactiques brutales et inhumaines de la part de l'armée russe visant à terroriser la population civile par des attaques aveugles contre les civils et les infrastructures à caractère civil, les privant ainsi de tout accès à l'eau potable et à l'électricité. La Pologne condamne dans les termes les plus forts les attaques contre les civils et les biens de caractère civil, tels que les écoles, les hôpitaux, les orphelinats et les infrastructures civiles critiques. De tels actes

constituent de graves violations des Conventions de Genève, auxquelles 196 pays, dont la Russie, sont parties, ainsi qu'une violation grave des lois et coutumes applicables dans les conflits armés internationaux. Ces actes sont des crimes de guerre au regard du droit international.

Nous ne pouvons garder le silence. Depuis le début de l'invasion russe, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a enregistré près de 2 500 victimes civiles en Ukraine, dont 925 morts. Les chiffres réels sont probablement beaucoup plus élevés. Cela doit cesser. En votant pour le projet de résolution présenté par l'Ukraine, nous exprimons notre appui à la cessation immédiate des hostilités et à la garantie de l'accès humanitaire. C'est ce dont le peuple ukrainien a désespérément besoin. C'est ce que nous, la communauté internationale, devons faire.

Les conséquences humanitaires de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine ne se limitent pas aux Ukrainiens dans leur pays. En tant que voisin et ami proche de l'Ukraine, nous, en Pologne, sommes les témoins directs des retombées humanitaires tragiques de cette agression. Chaque jour, à la frontière polono-ukrainienne, nous voyons arriver en Pologne un afflux constant de personnes gravement traumatisées. Depuis le 24 février, plus de 2,5 millions de personnes ont été forcées de quitter l'Ukraine suite à l'agression militaire de la Russie, parmi lesquelles 2,2 millions ont fui vers la Pologne. La plupart d'entre elles ont trouvé refuge et sont restées dans notre pays. Dans un esprit de solidarité, la Pologne continuera d'admettre et de fournir un abri, des denrées alimentaires, des soins de santé et la sécurité à toute personne dans le besoin, quelle que soit sa nationalité, sa race ou son appartenance religieuse. Nous avons déjà enregistré 170 nationalités à notre frontière. Les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie se font sentir dans presque tous les pays du monde. Elle touche l'Ukraine. Elle touche l'Europe. Elle nous touche tous.

Le projet de résolution présenté par l'Ukraine met l'accent sur les besoins humanitaires urgents et exprime son appui aux efforts déployés par l'ONU et par les organisations humanitaires pour apporter de l'aide au peuple ukrainien. Le texte exige la cessation des hostilités et la garantie d'un accès humanitaire. Le texte porte également sur les conséquences plus vastes de la guerre, notamment sur la sécurité alimentaire dans le monde, en particulier dans les pays les moins avancés. En outre, il insiste fortement sur l'importance de protéger sans discrimination tous les civils fuyant la guerre, y compris les ressortissants étrangers, surtout les étudiants.

Nous appelons chaque État Membre à appuyer fermement le projet de résolution sur les conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine et à voter pour. Ce texte a été rédigé en collaboration avec l'Ukraine et avec son assentiment, et il respecte donc les besoins spécifiques du pays concerné au premier chef. En tant que membre du groupe de pays issus de différentes régions qui a travaillé sur le projet de résolution, la Pologne tient à souligner que nous avons veillé à ce que le processus soit inclusif et transparent. Nous sommes fermement convaincus qu'en appuyant le projet de résolution, nous démontrons notre soutien au peuple ukrainien, qui se heurte aux conséquences humanitaires tragiques de la guerre que lui livre la Russie.

Il y a 76 ans, l'Assemblée a décidé que nous étions résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre. Pour l'instant, nous échouons. Chaque jour, de nouvelles personnes sont tuées, y compris des enfants. Des centaines de milliers d'autres sont prises au piège dans les villes assiégées. Elles n'ont bien souvent pas accès à l'eau ou à des médicaments, et leurs réserves de nourriture sont presque épuisées. Il est de notre devoir d'agir dès maintenant en votant pour le projet de résolution présenté par l'Ukraine.

**M. Ruidíaz Pérez (Chili) (*parle en espagnol*) :** Le Chili réaffirme une fois de plus sa condamnation la plus absolue de l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie. Depuis le début de la session extraordinaire d'urgence historique de l'Assemblée générale, le 28 février (voir A/ES-11/PV.1), la situation sur le terrain s'est considérablement aggravée, notamment avec l'utilisation de nouveaux missiles dotés d'une capacité de destruction stupéfiante. De plus, les bombardements contre les hôpitaux, les écoles et les quartiers résidentiels où se trouvent encore des civils se sont intensifiés.

Le Chili appuie le projet de résolution intitulé « Conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine » (A/ES-11/L.2), qui met l'accent sur les conséquences humanitaires catastrophiques dont nous sommes témoins, et il s'en est porté coauteur, car c'est ce que réclament à cor et à cri les victimes civiles des attaques sanglantes perpétrées par la Fédération de Russie par voie terrestre et aérienne. Le droit international, le droit international humanitaire et la doctrine des droits humains nous montrent les instruments à utiliser dans les situations comme celle que nous observons en Ukraine.

Le projet de résolution mis aux voix indique les mesures qui seraient appropriées à la situation actuelle, à savoir la cessation de toutes les attaques contre la population civile et la protection la plus complète possible des civils, parmi lesquels le personnel humanitaire, les journalistes et les personnes en situation de vulnérabilité, notamment les femmes et les enfants, ainsi que du personnel médical, de leur équipement et moyens de transport et des hôpitaux. Dans le même temps, la sécurité, la dignité et les droits et libertés fondamentaux de toutes les personnes qui fuient le conflit et la violence doivent être garantis sans discrimination aucune, sur le territoire ukrainien comme dans les pays où elles cherchent refuge, et ce, quel que soit leur statut. Nous devons condamner tout acte, manifestation ou expression de racisme, de discrimination raciale et de xénophobie ou de toute autre forme d'intolérance contre les personnes en situation de déplacement, y compris les réfugiés. De même, la sécurité des couloirs humanitaires doit être garantie.

En tant que membres de la communauté internationale et êtres humains, nous avons aujourd'hui la responsabilité de protéger l'aide humanitaire destinée aux civils touchés par ce conflit qui résulte d'un acte d'agression. À cet égard, nous remercions tous les États qui accueillent actuellement les plus de 4 millions de personnes qui ont dû quitter l'Ukraine en raison du conflit.

Avant de conclure, mon pays renouvelle son appel à toutes les parties pour qu'elles poursuivent leurs pourparlers, et demande à nouveau instamment le règlement pacifique immédiat du conflit entre la Fédération de Russie et l'Ukraine par voie de dialogue politique, de négociations, de médiation et autres moyens pacifiques, conformément au droit international.

**M. Wenaweser** (Liechtenstein) (*parle en anglais*) : Nous nous félicitons de la reprise de la session extraordinaire d'urgence sur la situation en Ukraine.

Il y a trois semaines, à une majorité écrasante, l'Assemblée générale a lancé un appel clair concernant l'agression contre l'Ukraine (résolution ES-11/1). Elle demandait la cessation immédiate des hostilités, ainsi que le retrait complet et immédiat de toutes les forces présentes en Ukraine, en vue de créer les conditions nécessaires à une diplomatie véritable et à un processus de paix crédible et pleinement inclusif. La réaction de la Fédération de Russie témoigne de son mépris total pour le multilatéralisme incarné par la résolution de l'Assemblée et pour l'ordonnance rendue le 16 mars par la Cour

internationale de Justice (Allégations de génocide au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (*Ukraine c. Fédération de Russie*), rôle général n° 182). Non seulement elle n'a pas tenu compte de l'appel sans équivoque lancé par l'Assemblée, mais elle a également poursuivi son escalade militaire.

L'Ukraine illustre, de la manière la plus brutale qui soit, l'axiome selon lequel il n'y a pas de guerre sans crimes de guerre. L'agression contre l'Ukraine doit donc rester au cœur de nos discussions, alors que nous nous penchons sur ses conséquences, ainsi que sur la responsabilité pénale individuelle qui en découle pour les personnes occupant des postes de direction. Des souffrances incalculables ont été infligées à l'Ukraine depuis la dernière séance tenue dans le cadre de la session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée (voir A/ES-11/PV.6). Non seulement la population civile est la plus touchée, mais elle est de plus en plus souvent prise pour cible par les forces armées russes, en violation flagrante des principes les plus fondamentaux du droit international humanitaire, à savoir la nécessité militaire, la distinction et la proportionnalité. En conséquence, une grande partie de la population civile a été déplacée de force. Les attaques menées à Marioupol sont particulièrement effroyables et rappellent étrangement l'assaut notoire d'Alep, en employant comme méthode de guerre le fait de frapper sans discrimination les infrastructures civiles et de faire délibérément d'innombrables victimes civiles.

Tout cela dépasse largement le cadre de notre discussion d'aujourd'hui. Il s'agit d'un rejet frontal du multilatéralisme que l'Assemblée incarne et qui est si urgentement nécessaire pour relever les autres défis de notre époque, qu'il s'agisse de lutter contre les changements climatiques, de surmonter les effets dévastateurs de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les inégalités qu'elle exacerbe, ou de faire face aux urgences humanitaires et autres dans le monde entier. Le peuple ukrainien est la première victime de cette guerre, mais ses effets se font déjà sentir dans le monde entier. Cette attaque contre un grand producteur agricole sera dévastatrice pour la sécurité alimentaire mondiale. La hausse à venir des dépenses militaires rendra le monde plus dangereux. L'onde de choc sera considérable pour les dossiers qui étaient déjà fragiles avant l'agression contre l'Ukraine, depuis l'élimination des armes nucléaires jusqu'à la réalisation des objectifs de développement durable. Ces répercussions ne pourront pas être intégralement effacées, mais elles peuvent être atténuées par une seule et même mesure : l'arrêt immédiat de l'invasion, comme l'a demandé l'Assemblée.

En réponse à l'agression, les gouvernements et le secteur privé se sont alliés comme jamais auparavant pour défendre les fondements de l'ordre établi après la Seconde Guerre mondiale. Cette unité est positive, à condition de pouvoir la reproduire pour relever d'autres défis à l'avenir. La résolution ES-11/1, que l'Assemblée a adoptée le 2 mars, a trouvé un écho retentissant dans le monde entier. L'Assemblée a prouvé son aptitude à prendre des mesures décisives lorsque la Charte des Nations Unies est menacée. La crise actuelle peut être un moment déterminant pour l'Assemblée et sa capacité de faire preuve du leadership nécessaire pour surmonter d'autres obstacles.

L'Organisation a une grande expérience dans le domaine de l'aide humanitaire, y compris dans les circonstances les plus difficiles. L'Assemblée et les autres organismes compétents des Nations Unies ont fixé les règles fondamentales de l'acheminement de l'aide humanitaire. Les règles pertinentes définies en droit international humanitaire sont universellement acceptées. Néanmoins, nous sommes aujourd'hui appelés à demander à ce que ces règles soient respectées. Cela signifie, entre autres, la garantie d'un passage sûr dans les deux sens pour les personnes qui fuient et celles qui fournissent une aide humanitaire, la protection des civils en tout temps et en toutes circonstances, l'interdiction des attaques contre les infrastructures civiles critiques en toutes circonstances et l'interdiction absolue des armes illégales.

Nous appuyons le projet de résolution dont nous sommes saisis, qui vise à défendre des objectifs humanitaires fondamentaux à travers l'appel qu'il lance à la Fédération de Russie pour qu'elle cesse les hostilités contre l'Ukraine. C'est pourquoi nous nous en sommes portés coauteurs et espérons qu'une majorité écrasante de membres de l'Assemblée voteront pour.

**M. Malovrh** (Slovénie) (*parle en anglais*) : La Slovénie s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne, et je voudrais ajouter les observations suivantes à titre national.

Ce n'est pas le moment de fermer les yeux sur la tragédie humanitaire que vivent des millions d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens. Nous, la communauté internationale, devons agir maintenant, dans l'unité, et mobiliser toutes nos ressources et tous nos efforts pour mettre fin à l'agression militaire de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et son peuple, qui a provoqué une crise humanitaire sans précédent. Les bombardements et pilonnages frappant sans discrimination des

cibles et des infrastructures civiles constituent une grave violation du droit international humanitaire. Le respect de la protection des civils, en particulier les plus vulnérables, ainsi que des travailleurs humanitaires et des agents de santé, est au cœur du droit international humanitaire. Il ne doit y avoir aucune impunité pour les violations du droit humanitaire ou du droit des droits de l'homme. Le principe de responsabilité doit être appliqué. La Slovénie appuie l'ouverture d'enquêtes sur les crimes commis et les poursuites judiciaires pour ces crimes, y compris le crime d'agression, tant au niveau international qu'au niveau national.

L'intensification de la crise des réfugiés requiert notre solidarité et une action immédiate de notre part. Il convient d'ouvrir, de manière efficace, inconditionnelle et sûre, de véritables couloirs humanitaires permettant le transit en toute sécurité de l'aide humanitaire vers les zones attaquées et l'évacuation des personnes touchées. Les voisins de l'Ukraine et leurs citoyens font un travail remarquable pour aider les personnes qui fuient, et nous les en remercions. La Slovénie a déjà accepté des réfugiés et est prête à le faire encore. Les frontières doivent être ouvertes pour toutes les personnes qui fuient la guerre.

Pour ce qui est de l'aide humanitaire, la Slovénie continuera à fournir une assistance à l'Ukraine et aux réfugiés ukrainiens, ainsi qu'une aide financière au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, à Caritas Internationalis, au Comité international de la Croix-Rouge, et à d'autres organismes. Il ne s'agit pas seulement d'une crise humanitaire en Ukraine et en Europe. C'est une crise qui a des conséquences mondiales pour des millions de personnes menacées d'insécurité alimentaire, et nous devons intensifier notre appui aux organismes des Nations Unies dont le mandat est en rapport avec la sécurité alimentaire.

Nous demandons la mise en œuvre de la résolution A/ES-11/1, adoptée par une majorité écrasante de membres de l'Assemblée générale le 2 mars dernier, qui déplore dans les termes les plus énergiques l'agression commise par la Fédération de Russie contre l'Ukraine et exige que la Fédération de Russie retire immédiatement toutes ses forces militaires de l'ensemble du territoire ukrainien. Aujourd'hui, nous devons de toute urgence appuyer et voter pour le projet de résolution A/ES-11/L.2, sur les conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine, qui appelle à une cessation immédiate des hostilités par la Fédération de Russie et à la protection



des civils, y compris ceux qui fuient la guerre, sans discrimination. Le projet de résolution reflète fidèlement la situation sur le terrain et appelle au respect de la Charte des Nations Unies et du droit international humanitaire. Nous sommes prêts à apporter une aide supplémentaire, et nous sommes aux côtés de l'Ukraine.

**M. Espinosa Cañizares** (Équateur) (*parle en espagnol*) : Diego est le nom de l'étudiant équatorien de 20 ans qui est arrivé hier en Équateur, fuyant les bombardements, les explosions et le drame causés par l'agression militaire contre l'Ukraine. Diego, qui s'est réfugié dans un abri souterrain fortifié et a dû apprendre à vivre, jour après jour, pris dans un conflit auquel il était étranger, est aussi un témoignage vivant du fait que l'opération militaire spéciale n'est rien d'autre qu'une invasion flagrante contre l'Ukraine et son peuple, en violation totale de la Charte des Nations Unies. Ce sont près de 700 Équatoriens comme Diego que mon gouvernement est parvenu à évacuer par trois vols humanitaires depuis le début de la guerre, qui endeuille l'humanité depuis maintenant un mois. L'ami ukrainien de Diego n'a pas eu la même chance. Il n'a pas pu franchir la frontière. Et chacun de ces 700 Équatoriens connaît une famille, une mère, un père, un fils, une fille qui sont encore menacés par la destruction et la mort.

Et bien que mes compatriotes qui aujourd'hui sont en sécurité n'oublieront jamais le calvaire et le tourment qu'ils ont connus, ils sont tous conscients que rien n'est comparable à la souffrance et à la douleur que l'agression militaire inflige au peuple ukrainien. En honneur à tous les étudiants étrangers évacués et restés sur place, ainsi qu'à tous les Ukrainiens et surtout, pour fournir à la communauté internationale un outil supplémentaire, l'Équateur s'est associé aux principaux auteurs du projet de résolution A/ES-11/L.2, dont je cite le sixième paragraphe :

« exige de toutes les parties qu'elles protègent les civils fuyant le conflit armé et la violence, y compris les ressortissants étrangers, notamment les étudiants, sans discrimination, pour leur permettre un passage volontaire, sûr et sans entrave ».

La déclaration que j'ai prononcée il y a exactement un mois à l'Assemblée (voir A/76/PV.59), appelant les parties au dialogue, à la désescalade et à une solution diplomatique, a été réduite à néant quelques heures plus tard avec les premiers bombardements. Combien de fois avons-nous entendu dire, au Conseil de sécurité et dans les déclarations faites aux médias, qu'il n'y aurait

pas d'invasion ? Le fait de nier l'éventualité de frappes militaires a limité, d'une certaine manière, les possibilités d'évacuation en toute sécurité et, par conséquent, exacerbé leurs effets sur la population civile, qui s'aggravent de jour en jour, de minute en minute.

Je participe à cette séance aujourd'hui parce que l'Équateur estime que tout n'est pas perdu. Nous pouvons encore, et il le faut, obtenir une cessation immédiate des hostilités, comme l'exige le paragraphe 2 de la résolution A/ES-11/L.2 et, surtout, comme l'exigent le bon sens et la morale. Ce matin, le Représentant permanent du Japon a clairement dit que la grave situation humanitaire en Ukraine persistera si nous ne nous attaquons pas aux causes et aux conséquences de ce qui se passe. Le projet de résolution, déposé par un groupe interrégional, et dont l'Équateur se porte coauteur, fait précisément cela : il s'attaque aux causes et aux conséquences de cette terrible crise humanitaire. Pour cette raison et compte tenu de tout ce qui précède, l'Équateur votera pour le projet de résolution A/ES-11/L.2, dont au moins 83 délégations se sont déjà portées coauteurs, et invite toutes les délégations à faire de même. J'invite également les délégations à faire preuve d'unité devant la communauté internationale et à défendre le rôle et l'autorité de l'Assemblée, en gardant à l'esprit les efforts de revitalisation qui, chaque année nous appellent à éviter la redondance des résolutions présentées ici.

**M<sup>me</sup> Chan Valverde** (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Au moment où nous parlons, les rues des villes ukrainiennes servent de champ de bataille. Des maisons, des hôpitaux, des écoles, des centres communautaires et même des installations nucléaires sont devenus des cibles militaires. Des millions d'Ukrainiens ont quitté leurs foyers pour gagner les pays voisins, tandis que de nombreux autres sont pris au piège et cherchent désespérément à trouver une sortie sûre. Ils n'ont ni nourriture, ni eau, ni chauffage, ni électricité, mais ils ont un espoir. Et cet espoir, c'est nous.

L'invasion russe de l'Ukraine a un effet dévastateur sur les civils ukrainiens, et plus cette agression durera, plus les répercussions seront graves en Ukraine mais aussi au-delà de ses frontières. C'est pourquoi, en tant que membres de la communauté internationale, nous devons réitérer notre appel à la Fédération de Russie pour qu'elle cesse ses hostilités contre l'Ukraine. Le projet de résolution A/ES-11/L.2, que nous sommes sur le point d'adopter, met à juste titre l'accent sur les mesures de protection des civils nécessaires dans le contexte de l'invasion dévastatrice de

l'Ukraine. Il insiste sur l'importance de protéger les personnes qui ont été déplacées de force, ainsi que les autres non-combattants, y compris les journalistes et les travailleurs humanitaires, entre autres.

Le Costa Rica appuie toutes les dispositions relatives à la protection de la population et des infrastructures civiles. La protection des civils est une obligation fondamentale de l'ONU. La conduite des hostilités est le facteur déterminant de la souffrance des civils. Les armes à sous-munitions qui sont employées détruisent les villes et les villages ukrainiens, et leurs effets se feront sentir pendant des décennies, car des munitions non explosées ont été dispersées partout. Nous devons préserver les infrastructures essentielles telles que les réseaux d'alimentation en eau, en gaz et en électricité qui garantissent l'approvisionnement vital des foyers civils, des écoles et des installations médicales, notamment en les protégeant contre les attaques menées au moyen des technologies nouvelles et cybernétiques.

Le bilan humanitaire résultant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées d'Ukraine a mis en lumière la nécessité d'éviter tout recours à de telles armes, car ce sont les civils et les infrastructures civiles qui subissent le plus leur impact. Le processus à venir visant à consacrer l'engagement des États à éviter l'emploi d'armes explosives à large rayon d'impact dans les zones peuplées sera l'occasion pour tous les États de manifester leur appui au renforcement du droit international et de la protection des civils.

Nous ne devons pas non plus oublier les répercussions humanitaires plus larges de la crise et du conflit, telles que les perspectives de famine et d'insécurité alimentaire auxquelles sont désormais confrontés un certain nombre de pays qui ne peuvent se permettre que leur approvisionnement alimentaire soit perturbé. Environ 30 % des exportations mondiales de blé et d'orge viennent d'Ukraine et de Russie. Des millions de personnes dans les pays touchés par un conflit tels que le Yémen, l'Éthiopie et le Soudan du Sud, qui sont déjà au bord de la famine, seront confrontés à une réalité encore plus dévastatrice si ces exportations sont interrompues. En mettant fin à son agression contre l'Ukraine, la Fédération de Russie peut éviter une catastrophe mondiale.

Adopter ce projet de résolution nous permettrait de faire un pas en avant, mais notre travail est loin d'être terminé. Nous devons déterminer la meilleure manière de réparer la dernière brèche faite dans la couche de crédibilité qui continue de protéger certains aspects du

système multilatéral ; une brèche qui a de graves répercussions sur les millions de personnes qui vivent dans un climat de violence, d'atteintes à leurs droits et autres violations, et d'insécurité alimentaire en raison d'un conflit, que ce soit en Ukraine ou ailleurs.

**M. Šimonović** (Croatie) (*parle en anglais*) : La Croatie s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne. Je voudrais ajouter quelques observations à titre national.

Il y a plus de 30 ans que la ville croate de Vukovar ressemblait à Marioupol aujourd'hui, mais les cicatrices restent. Ces cicatrices nous rappellent chaque jour l'importance d'empêcher qu'une telle tragédie se reproduise. Nous devons tous nous unir pour prévenir de nouvelles souffrances en Ukraine. La première étape consiste à appuyer le projet de résolution A/ES-11/L.2 présenté par l'Ukraine, s'en porter coauteur et voter pour.

L'enjeu, ce n'est pas les résolutions, ni les mots. Ce n'est pas les votes. L'enjeu, ce sont les êtres humains – les Ukrainiens, qui sont attaqués. Ils ne l'ont pas mérité. Ils ne l'ont pas provoqué. On s'en est pris à eux parce qu'ils voulaient vivre librement et dans l'égalité comme leur grand voisin. Pour avoir simplement voulu être libre et vivre sur un pied d'égalité, le peuple ukrainien est maintenant cruellement puni. La souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine sont violées. Le peuple ukrainien est tué, mutilé, déplacé et affamé par les forces d'occupation russes. Nous faisons simplement preuve d'un minimum de décence et de compassion à l'égard des victimes lorsque nous reconnaissons leurs souffrances et que nous aidons les 10 millions de personnes déplacées et autres personnes dans le besoin. Il est clair que les conséquences humanitaires du conflit ont des répercussions au-delà des frontières de l'Europe, et cela est reconnu dans la partie du projet de résolution qui traite de l'impact du conflit sur l'insécurité alimentaire. En Ukraine, personne n'est trop jeune ou trop vieux pour devenir une victime. Des civils ont été attaqués, des nouveau-nés dans une maternité aux personnes âgées dans une maison de retraite. Il n'y a pas d'endroit où se cacher ; il n'y a pas de refuge sûr. Les écoles, les hôpitaux, les théâtres et les centres commerciaux ont tous été pris pour cible.

Dans ce contexte, il est important que le projet de résolution que nous adoptons aujourd'hui soit axé sur les grandes priorités humanitaires et soit orienté vers l'action. Le texte appelle à une cessation immédiate des hostilités, à la protection des civils, y compris les ressortissants étrangers, sans discrimination, à la

protection des infrastructures civiles, à l'accès humanitaire et au respect du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit des réfugiés.

Nous avons la responsabilité de protéger le peuple ukrainien. Mettre fin aux attaques contre les civils ne relève pas seulement de notre devoir moral. Il s'agit également de respecter les engagements pris en vertu du droit international, du droit des droits de l'homme et du droit international humanitaire, ainsi que du droit pénal international. Prendre des civils délibérément pour cible et les attaquer à l'aveugle n'est pas seulement répugnant sur le plan moral. Cela constitue un crime de guerre, et si ces attaques sont commises de manière généralisée ou systématique, un crime contre l'humanité.

Nous devons donc appuyer tous les efforts déployés pour établir les responsabilités en ce qui concerne les crimes commis en Ukraine. C'est important pour rendre justice aux victimes et empêcher que ces crimes ne se reproduisent en Ukraine ou ailleurs. Nous nous félicitons de l'ordonnance rendue par la Cour internationale de Justice exigeant que la Fédération de Russie suspende immédiatement son opération militaire (Allégations de génocide au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (*Ukraine c. Fédération de Russie*), rôle général n° 182). Si la Fédération de Russie se pliait à cette ordonnance juridiquement contraignante, rendue par l'organe judiciaire principal de l'ONU, cela mettrait immédiatement fin à tous les problèmes humanitaires. Pourtant, jusqu'à présent, la Fédération de Russie a choisi de faire la sourde oreille. Nous exhortons la Fédération de Russie à respecter ladite ordonnance, à suspendre son opération militaire et à mettre fin à la tragédie humanitaire en Ukraine.

Qu'y a-t-il à gagner à faire fi de la Charte des Nations Unies, du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, ainsi que d'une ordonnance expresse de la Cour internationale de Justice ? Voulons-nous que nos enfants grandissent dans un monde où il n'y a pas d'état de droit, où règne la loi du plus fort et où nous vivons en permanence dans la peur de l'utilisation d'armes de destruction massive ? Il est temps d'agir. D'autres occasions ne se présenteront peut-être pas à nous. Le monde tel que nous le connaissons est en train de s'effondrer.

**M. Fifield** (Australie) (*parle en anglais*) : Il y a une raison, et une seule, à la catastrophe humanitaire en Ukraine et cette raison, c'est la Fédération de Russie.

Cette catastrophe humanitaire est le résultat direct de l'invasion non provoquée, injustifiée et illégale de l'Ukraine par la Russie. La solution la plus efficace et la plus rapide à ce désastre ne réside pas dans un financement supplémentaire, une plus grande coordination ou un meilleur accès des organisations non gouvernementales, aussi importants ces éléments soient-ils, mais dans le retrait immédiat des forces russes du territoire ukrainien. C'est pourquoi toute résolution digne de ce nom sur la situation humanitaire doit condamner la Russie. La Russie doit mettre fin à son invasion. La Russie doit se retirer de l'Ukraine.

Les millions d'Ukrainiens qui souffrent méritent, à tout le moins, que nous parlions sans détour et franchement. Appuyons un projet de résolution qui démontre notre solidarité absolue avec le peuple ukrainien. Les agissements de la Russie ont provoqué d'immenses souffrances humaines. L'Australie est particulièrement affligée par la détresse des plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées. C'est pourquoi le Gouvernement australien fournira 65 millions de dollars d'aide vitale, par l'intermédiaire de partenaires de confiance, afin de répondre aux besoins de celles et ceux qui sont les plus démunis. Nous continuerons de travailler en étroite collaboration avec nos partenaires internationaux pour prêter main-forte à l'Ukraine et à ses habitants, dont la vie, la famille et les moyens de subsistance sont toujours gravement menacés. L'Australie est fière de s'associer à la déclaration du Forum des îles du Pacifique prononcée ce matin par le représentant des Fidji.

Nous appelons de nouveau la Russie à retirer immédiatement ses forces et à respecter les obligations qui lui incombent en vertu du droit international humanitaire. Nous sommes consternés par les informations faisant état des attaques aveugles perpétrées par la Russie contre des civils. La Russie doit permettre le passage en toute sécurité des civils fuyant l'Ukraine et l'accès sûr de l'aide humanitaire. Nous condamnons les mesures prises par des pays tiers qui permettraient et faciliteraient l'invasion de la Russie, notamment en lui apportant un appui économique, militaire et politique. L'Australie continuera d'imposer des interdictions de voyager et des sanctions financières ciblées afin de sanctionner lourdement les personnes qui portent la responsabilité de cette situation ou détiennent les leviers du pouvoir en Russie et au Bélarus. Il importe également que nous saluions la générosité des pays voisins qui accueillent des réfugiés. Nous faisons corps avec eux alors qu'ils continuent de venir en aide au peuple ukrainien.

Enfin, l'Australie rend hommage à la résilience et au courage remarquables dont font preuve les Ukrainiennes et les Ukrainiens. Le projet de résolution A/ES-11/L.2 est le seul auquel l'Ukraine ait pris part à la rédaction. En nous portant coauteurs de ce texte et en votant pour, nous donnons un sens au principe « rien sur nous sans nous » dans les régions autres que la nôtre. Ce faisant, nous pouvons tous dire que nous nous tenons aux côtés de l'Ukraine. Nous nous tenons aux côtés du Représentant permanent de l'Ukraine.

**M<sup>me</sup> Schwalger** (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : La Nouvelle-Zélande remercie le Président de l'Assemblée générale pour la reprise de la session extraordinaire d'urgence afin d'examiner la situation humanitaire en Ukraine, et nous nous associons à la déclaration faite au nom du Forum des îles du Pacifique plus tôt dans la journée.

Nous sommes attristés par les circonstances urgentes et sombres dans lesquelles nous nous réunissons. Nous constatons avec inquiétude que des milliers de civils ont été tués et que des millions de personnes ont été déplacées en raison de l'attaque non provoquée et injustifiée lancée par la Russie contre l'Ukraine. Nous sommes profondément préoccupés par les effets disproportionnés que ce conflit a sur les femmes et les filles, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées. L'ampleur de cette crise exige une riposte forte et efficace de la part de l'Assemblée générale. C'est pourquoi la Nouvelle-Zélande s'est portée coauteur du projet de résolution A/ES-11/L.2, présenté par l'Ukraine ce matin. Nous nous félicitons que le projet de résolution mette en exergue les répercussions du conflit sur les femmes et les enfants. Nous nous félicitons également qu'il désigne clairement l'invasion de la Russie comme la cause de la montée en flèche des besoins humanitaires. C'est un fait. La Russie a bafoué le droit international lorsqu'elle a envahi l'Ukraine. La Russie viole le droit international humanitaire chaque jour que dure le conflit. Les civils ne sont pas des cibles. Les infrastructures civiles ne sont pas des cibles. Les installations médicales et leur personnel ne sont pas des cibles légitimes. Les armes à sous-munitions et les armes chimiques sont proscrites. Les menaces d'utilisation d'armes nucléaires sont moralement répréhensibles. Le Bélarus, complice de la Russie, partage la responsabilité de cette crise humanitaire.

Nous félicitons celles et ceux qui se sont mobilisés pour apporter une aide humanitaire. Les organisations humanitaires ukrainiennes et internationales

fournissent une aide humanitaire vitale. Les voisins de l'Ukraine ont généreusement accueilli les millions de civils qui ont été contraints de fuir. Le système des Nations Unies a rapidement intensifié son intervention. La Nouvelle-Zélande, aussi connue sous le nom de Aotearoa, participe aux efforts humanitaires internationaux. Nous avons apporté une contribution initiale de 6 millions de dollars à l'intervention humanitaire et nous comptons faire plus. Cependant, nous constatons avec inquiétude qu'avec les agissements de la Russie, le système humanitaire mondial a atteint ses limites. Nos ressources et notre attention sont détournées d'autres crises. Le choix de la Russie – car, oui, c'était un choix – d'envahir l'Ukraine a des répercussions qui se font sentir bien au-delà de la région immédiate. La production et la distribution de produits alimentaires de première nécessité connaissent déjà des perturbations, ce qui entraîne de graves difficultés pour les pays qui sont déjà au bord du gouffre. La hausse des prix des denrées alimentaires, du carburant et des engrais va exacerber des situations déjà vulnérables. Aucun pays, grand ou petit, avec ou sans droit de veto, ne doit être autorisé à agir en toute impunité lorsqu'il viole les principes fondamentaux du droit international humanitaire. Les agissements du Président Poutine constituent une grave violation du droit international et de la Charte des Nations Unies. La Russie doit en répondre.

Partisane de longue date de la paix et de la réconciliation, la Nouvelle-Zélande appelle la Russie à agir conformément à ses obligations internationales, à désamorcer rapidement le conflit en cessant ses opérations militaires en Ukraine, à prendre toutes les mesures possibles pour protéger les civils, à fournir aux acteurs humanitaires l'accès et les garanties de sécurité dont ils ont besoin et à s'engager sincèrement dans des négociations diplomatiques en vue de régler le conflit. En définitive, la grave situation humanitaire en Ukraine et aux alentours ne sera réglée qu'au moyen d'une cessation totale des hostilités. La Nouvelle-Zélande encourage les États Membres à agir ensemble et à voter pour le projet de résolution sur les conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine, afin de montrer ce pour quoi nous nous battons en tant que communauté, la communauté des Nations Unies.

**M. Kulháněk** (République tchèque) (*parle en anglais*) : La République tchèque s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne et tient à formuler les observations supplémentaires suivantes à titre national.



Les mots me manquent pour décrire la situation humanitaire désastreuse que connaît l'Ukraine ces jours-ci. C'est tout simplement plus qu'affligeant. La sauvagerie avec laquelle la Russie mène la guerre, au mépris flagrant de toutes les normes internationales concevables et du droit international humanitaire, entraîne des souffrances indicibles pour les civils innocents et une destruction généralisée des infrastructures civiles. Les roquettes et les bombes russes frappent régulièrement des sites civils, notamment des immeubles d'habitation, des hôpitaux et des écoles. Les bombardements aveugles de villes par la Russie, notamment Kyïv et Kharkiv, ont pour seule logique militaire de terroriser la population civile. Les 5 et 6 mars derniers, la Russie a bombardé des couloirs humanitaires à Marioupol alors que des civils tentaient de les emprunter. Le 16 mars dernier, elle a bombardé et détruit un théâtre de Marioupol, qui servait d'abri antiaérien à des centaines de personnes, pour la plupart des femmes et des enfants. En outre, ce mois-ci, des tirs de roquette sur le centre-ville de Kharkiv ont tué au moins 10 civils et détruit la place de la Liberté, notamment le bâtiment de l'administration régionale de Kharkiv et le consulat honoraire tchèque.

La souffrance des civils dans la ville assiégée de Marioupol est d'une ampleur historique. Le siège de la ville par la Russie empêche les fournitures d'urgence d'atteindre les personnes dans le besoin et a endommagé ses infrastructures énergétiques et hydrauliques. Les personnes qui y sont piégées, y compris les personnes âgées et les enfants, ne peuvent pas partir. Dans de nombreux cas, elles souffrent du froid intense et n'ont pas accès aux vivres ou à l'eau propre. Dans les zones occupées de l'Ukraine, les soldats russes font usage de la force contre des civils locaux non armés qui veulent seulement faire entendre leur voix contre les occupants russes.

Je pourrais continuer à donner des exemples des innombrables atrocités et violations du droit international humanitaire commises par les forces armées russes. Mais je voudrais appeler l'attention de l'Assemblée sur le fait le plus important, à savoir que la Russie est partie aux quatre Conventions de Genève et à leur protocole additionnel I et qu'elle est également liée par le droit international coutumier. La Russie doit respecter ses obligations internationales et observer toutes les règles contraignantes en vigueur, y compris l'obligation de protéger les civils et les biens et infrastructures de caractère civil. Il incombe à la Russie de garantir la sécurité des hôpitaux et des travailleurs médicaux. Il n'y

a pas non plus d'excuse pour bloquer intentionnellement les articles de secours. La Russie doit impérativement respecter et protéger les travailleurs humanitaires, autoriser et faciliter l'action menée par les organisations humanitaires, y compris le passage en toute sécurité des convois humanitaires, et permettre l'ouverture de couloirs humanitaires sécurisés pour les civils.

Nous saluons le personnel humanitaire sur le terrain et lui rendons hommage. Aussi ne saurions-nous trop insister sur l'importance primordiale de respecter les règles du droit international humanitaire dans ce conflit. Je voudrais également souligner que toute violation du droit international entraîne une responsabilité au titre du droit pénal international. Il est tout à fait approprié que la Cour pénale internationale (CPI) ait lancé son enquête sur la situation en Ukraine. L'impunité des crimes relevant de la compétence de la CPI, y compris les crimes de guerre, est inacceptable.

À cause de l'agression militaire de la Russie, la situation humanitaire en Ukraine devient de plus en plus critique. Les besoins humanitaires des civils sont urgents et notre capacité de fournir une aide humanitaire est gravement compromise et limitée. Des millions de personnes fuient l'Ukraine, soumettant les pays voisins à une pression énorme. Compte tenu des immenses défis humanitaires, nous sommes favorables à une réponse plus globale à la situation humanitaire et à la situation des réfugiés actuelles.

Dans toute cette souffrance et cette destruction, il y a une faible lueur d'espoir. C'est l'élan de solidarité dont ont fait preuve les voisins de l'Ukraine, en accueillant à bras ouverts toutes les personnes qui fuient l'Ukraine déchirée par la guerre. Mon pays, la République tchèque, est fier de figurer parmi eux. La République tchèque et son peuple sont solidaires de l'Ukraine, à qui nous avons apporté un appui sans précédent. Le peuple tchèque a accueilli plus de 270 000 réfugiés ukrainiens et leur a fourni un abri. Quelques 250 000 réfugiés se sont déjà vu octroyer un visa spécial qui leur donne accès aux soins de santé, à la protection sociale et au marché du travail. Depuis 2014, la République tchèque fournit de manière continue une aide humanitaire et au développement à l'Ukraine, et continuera à le faire.

À la lumière de tout ce que j'ai dit, la République tchèque se félicite de la résolution A/ES-11/L.2, sur les conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine, et votera pour son adoption.

Les faits comptent. La population ukrainienne souffre parce que la Russie mène une guerre de choix brutale en violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies, fragilisant un peu plus la sécurité et la stabilité internationales. Nous ne pouvons pas nous voiler la face, nous savons qui a fait quoi. Les Ukrainiens défendent leur patrie tandis que leurs maisons sont brûlées et que des femmes, des enfants et des personnes âgées sont tués ou contraints de fuir. Nous devons regarder la vérité indéniable en face : l'agression russe cause une souffrance indicible. En outre, la guerre continue d'avoir des répercussions dans le monde entier, notamment l'augmentation de l'insécurité alimentaire et la montée en flèche des prix de l'énergie. J'exhorte les membres à voter pour le projet de résolution afin de prendre position contre toute cette violence et toute cette souffrance insensées. Je les prie de voter pour, afin d'envoyer le message clair que les vies humaines ont de l'importance et que les civils ne doivent pas être pris pour cible.

Je souhaite faire une observation complémentaire. Après tout, ce n'est pas une affaire compliquée. Alors que nous essayons de nous y retrouver dans les méandres du droit international humanitaire et de surmonter les difficultés liées à la mise en place de couloirs humanitaires, un homme peut à lui seul mettre un terme à la souffrance et à l'effusion de sang aussi facilement que tout a commencé. La Russie doit retirer l'ensemble de ses troupes et laisser les Ukrainiens retrouver une vie normale. Laissons les enfants retourner en classe. Donnons une nouvelle chance à la paix. Notre vote d'aujourd'hui revient à exprimer la conscience mondiale et la compréhension que la souffrance et l'effusion de sang doivent s'arrêter une fois pour toutes.

**M. Sabbagh** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Une fois de plus, cette instance internationale essentielle voit les questions relatives aux droits de l'homme exploitées pour polariser et politiser au service des intérêts politiques de certains États. En fait, ces États combinent leur position sur les questions touchant la crise humanitaire avec leurs positions politiques hostiles à l'égard de la Fédération de Russie.

La demande d'une reprise de la présente session extraordinaire d'urgence et le dépôt à l'Assemblée générale du projet de résolution (A/ES-11/L.2) de la France et du Mexique – qui a d'abord été présenté au Conseil de sécurité sans y être mis aux voix – montrent clairement que ces États ne sont nullement intéressés par le règlement des problèmes humanitaires en Ukraine.

Ils cherchent en revanche un appui à leurs positions politiques hostiles à l'égard de la Fédération de Russie en présentant une version erronée et unidimensionnelle de la réalité. Ma délégation remercie la délégation sud-africaine de son initiative de présenter un projet de résolution exclusivement consacré, lui, à l'aspect humanitaire (A/ES-11/L.3), une approche constructive qui devrait inciter tous les États Membres à l'envisager sous un oeil objectif.

Ma délégation partage la volonté de tous les États Membres de garantir le respect des droits de l'homme et de fournir l'aide humanitaire nécessaire à toutes les régions en proie à un conflit, mais en même temps nous rejetons toute politisation des questions humanitaires. Nous réaffirmons qu'il importe de veiller à ce que les opérations humanitaires soient menées conformément aux principes de neutralité et de non-discrimination. Depuis 10 ans, mon pays, la Syrie, souffre d'une politisation flagrante, d'une manipulation explicite et d'une hypocrisie sans précédent dans le traitement des problèmes humanitaires qu'il connaît.

Ma délégation salue les efforts que la Fédération de Russie déploie en ce qui concerne les aspects humanitaires de son opération militaire spéciale en Ukraine. Elle fournit différentes formes d'aide humanitaire aux civils assiégés dans plusieurs villes ukrainiennes, lesquels sont utilisés comme boucliers humains, et ménage des couloirs humanitaires pour le passage des civils en toute sécurité et sans discrimination vers la destination de leur choix.

Pour terminer, nous soulignons également que les États qui prétendent s'inquiéter des droits humains devraient traiter tous les déplacés et les réfugiés sur un pied d'égalité, que ce soit en Ukraine ou en dehors, et assurer un accès rapide et sûr à l'aide humanitaire pour tous, y compris les ressortissants étrangers, dont le retour dans les foyers doit être facilité sans délai ni discrimination.

**M. Gafoor** (Singapour) (*parle en anglais*) : Il y a exactement trois semaines, le 2 mars, l'Assemblée générale a voté à une écrasante majorité pour la résolution ES-11/1, déplorant l'agression de la Russie contre l'Ukraine (voir A/ES-11/PV.5). Cette résolution, pour laquelle Singapour a voté, a clairement indiqué la position de la communauté internationale sur l'inviolabilité de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Il y était également exigé que la Fédération de Russie cesse immédiatement d'employer la force contre l'Ukraine et retire complètement et sans condition toutes ses forces militaires de l'Ukraine. Le moment est venu d'appliquer cette résolution.

La résolution que nous avons adoptée il y a trois semaines demandait aussi instamment le règlement pacifique immédiat du conflit entre la Fédération de Russie et l'Ukraine, soulignant la nécessité pour les parties de respecter les obligations que leur impose le droit international humanitaire. Non seulement les termes de la résolution restent valables, mais ils sont même devenus plus essentiels encore face à la crise humanitaire qui prend de l'ampleur en Ukraine. Nous demandons que la résolution que nous avons déjà adoptée soit mise en œuvre dans son intégralité et sans délai.

Singapour est profondément préoccupée par la poursuite et l'escalade de la violence et des attaques des forces militaires russes contre les villes, les civils et les infrastructures civiles telles que les écoles et les hôpitaux, en Ukraine. Nous sommes profondément attristés et consternés par les informations faisant état de l'augmentation du nombre de victimes civiles, en particulier des femmes, des enfants et des personnes âgées. Nous demandons à la Fédération de Russie de cesser immédiatement son opération militaire offensive et de continuer à négocier avec l'Ukraine, pour œuvrer à un règlement pacifique conforme à la Charte des Nations Unies, au droit international et à la résolution que nous avons adoptée il y a trois semaines.

Il faut mettre fin immédiatement à la crise humanitaire qui touche l'Ukraine. La communauté internationale doit maintenant s'attacher en priorité à faire cesser immédiatement toutes les hostilités afin qu'une aide humanitaire vitale puisse être fournie sur place à tous ceux qui en ont besoin. À cet égard, Singapour salue le travail de l'ONU et d'autres organisations telles que le Comité international de la Croix-Rouge, qui déploient des efforts inlassables sur le terrain en dépit des circonstances extrêmement difficiles et du danger potentiellement mortel. Nous demandons un accès sûr et sans entrave de l'aide humanitaire en Ukraine et à toutes les personnes dans le besoin.

Singapour renouvelle son appui sans réserve à la souveraineté, à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de tous les pays, y compris l'Ukraine, et elle encourage vivement à poursuivre les efforts diplomatiques pour parvenir à un règlement pacifique du conflit qui mettra fin à la grave crise humanitaire dont nous sommes actuellement témoins en Ukraine.

**Dame Barbara Woodward** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Le Royaume-Uni sa félicite de la reprise de la session extraordinaire d'urgence sur la crise en Ukraine. Depuis la dernière séance

de l'Assemblée générale il y a un peu plus de trois semaines (voir A/ES-11/PV.6), la guerre préméditée et non provoquée de la Russie en Ukraine a causé une catastrophe humanitaire. Plus de 3 millions de réfugiés, dont 1,5 million d'enfants, ont fui l'Ukraine, et 6,5 millions de personnes supplémentaires ont dû quitter leurs maisons et sont aujourd'hui déplacées dans leur propre pays. Plus de 12 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, et de nombreux autres pays paient un lourd tribut, comme l'a déclaré le Secrétaire général hier. Une crise alimentaire, énergétique et économique mondiale est en train de s'installer qui, conjuguée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), risque de compromettre davantage la réalisation des objectifs de développement durable et de créer une catastrophe humanitaire à plus grande échelle encore.

La guerre du Président Poutine contre le peuple ukrainien est la seule et unique cause de cette crise. Des bombes pleuvent sur des enfants terrorisés. Marioupol est soumise à un siège digne du Moyen Âge. Des familles innocentes sont sans nourriture, eau ni électricité depuis des jours. Les infrastructures civiles essentielles sont ciblées depuis le début, et l'Organisation mondiale de la Santé a confirmé 62 attaques contre des établissements de santé. Le Royaume-Uni prend sa part de l'appui fourni au Gouvernement et au peuple ukrainiens, ainsi qu'à leurs voisins. Nous avons donné plus de 400 millions de livres d'aide pour l'achat de produits de première nécessité et de matériel médical.

La population ukrainienne compte sur l'ONU pour lui fournir une aide humanitaire, mettre fin à la guerre et défendre le principe d'intégrité territoriale et la Charte des Nations Unies. Nous pouvons envoyer un message d'unité. Nous pouvons aider le peuple ukrainien. Nous pouvons condamner l'invasion de la Russie et renforcer les principes fondateurs qui forment le socle de l'ONU. Nous pouvons appuyer le projet de résolution A/ES-11/L.2, que 86 pays représentant toutes les régions du monde ont déjà parrainé. Le Royaume-Uni votera comme l'Ukraine, et il exhorte les autres délégations à faire de même.

Je termine en m'associant à l'appel lancé hier par le Secrétaire général à la Fédération de Russie. Combien d'autres villes telles que Marioupol devront être détruites ? La poursuite de la guerre en Ukraine est moralement inacceptable, politiquement indéfendable et militairement incompréhensible. Il est temps de mettre fin à cette guerre absurde.

**M. de Rivière** (France) : La France appelle la Fédération de Russie à mettre un terme à l'agression de l'Ukraine, qui tue depuis un mois des civils, dont des enfants, des personnels médicaux et des journalistes. Les villes de Kyïv, Marioupol et Mykolaïv, comme tant d'autres, sont assiégées, bombardées sans relâche par l'armée russe. C'est un massacre et le pire est encore devant nous. Dix millions d'Ukrainiens ont été contraints de fuir, dont plus de 3,5 millions sont désormais réfugiés dans des pays voisins. La France salue la solidarité dont l'Union européenne et les États européens font preuve pour acheminer des biens de première nécessité et accueillir les réfugiés. Le monde entier est affecté par cette guerre qui contribue à accroître le risque d'insécurité alimentaire et de famine dans le monde. Les pays en voie de développement seront les premiers touchés. C'est pourquoi la France propose de renforcer la coordination internationale pour assurer les approvisionnements et la résilience.

La priorité absolue, c'est une cessation immédiate des hostilités et le plein respect du droit international humanitaire. La protection des civils, en particulier des populations les plus vulnérables, est impérative. Les vies, l'intégrité et l'avenir des enfants doivent être sauvegardés. Les infrastructures civiles, y compris les hôpitaux et les écoles, doivent être protégées. L'accès humanitaire doit de toute urgence être assuré. La France salue la mobilisation de la communauté internationale, de l'ONU et des acteurs humanitaires, qui doivent répondre aux besoins des populations sur tous les terrains de crise, de l'Afghanistan au Soudan du Sud, du Yémen à Haïti.

Pendant trois semaines, la France et le Mexique ont mené des discussions de bonne foi sur un projet de résolution au Conseil de sécurité pour appeler à une cessation des hostilités et au respect du droit international humanitaire. La situation humanitaire n'a fait qu'empirer depuis lors et de nombreux États nous ont fait part de leur volonté de participer à ces efforts. C'est pourquoi nous avons transféré notre initiative devant l'Assemblée. Le projet de résolution A/ES-11/L.2, présenté ce matin par l'Ukraine, est le fruit d'un processus inclusif et il reflète un équilibre tenant compte des propositions de pays de toutes les régions. Il y a urgence à agir pour obtenir une cessation immédiate des hostilités : c'est la seule alternative pour protéger les populations. Personne ne sortira vainqueur de cette guerre. Seule la fin de l'offensive russe nous empêcherait de perdre davantage.

L'Assemblée générale doit continuer à prendre ses responsabilités, comme elle l'a fait le 2 mars dernier. Elle doit faire entendre raison à la Russie : renoncer à l'usage de la force, respecter la Charte des Nations Unies, respecter les Conventions de Genève, protéger les civils. Soutenir le projet de résolution de la France, du Mexique et de tant d'autres pays, c'est soutenir la protection des plus faibles, la solidarité entre les peuples, la voie de la paix.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur sur cette question pour la présente séance. Nous entendrons les orateurs et oratrices restants à 15 heures aujourd'hui dans cette salle.

*La séance est levée à 13 heures.*